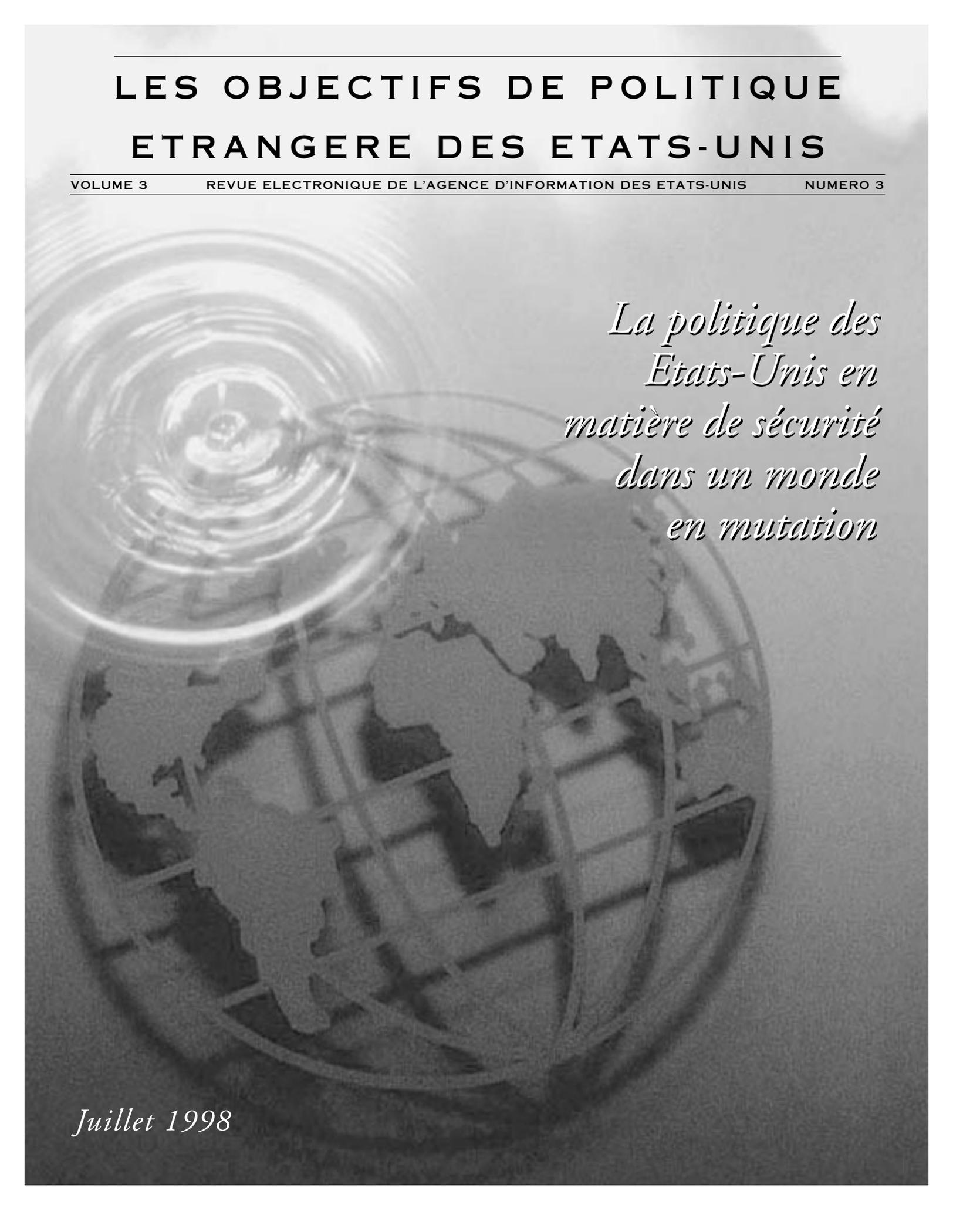

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 3

REVUE ELECTRONIQUE DE L'AGENCE D'INFORMATION DES ETATS-UNIS

NUMERO 3



*La politique des
États-Unis en
matière de sécurité
dans un monde
en mutation*

Juillet 1998

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

La politique des Etats-Unis en matière de sécurité dans un monde en mutation



« Nous devons rester fermes et vigilants face aux menaces que nous avons affrontées tout au long du XX^e siècle : l'agression et la concurrence régionales, les guerres civiles meurtrières et les tentatives de renversement des régimes démocratiques. Cependant, notre sécurité est de plus en plus l'objet de menaces non traditionnelles provenant d'adversaires, anciens et nouveaux, que sont non seulement les régimes hostiles, mais également les terroristes et les criminels internationaux qui, ne pouvant pas nous vaincre sur les champs de bataille classiques, recherchent d'autres manières de nous attaquer, notamment en exploitant les nouvelles techniques et l'ouverture mondiale toujours plus grande (...) Nous devons traiter ces nouvelles menaces du XXI^e siècle avec toute la rigueur et la détermination dont nous avons fait preuve pour relever les plus rudes défis en matière de sécurité au cours du siècle qui s'achève. »

Le président Bill Clinton
Allocation prononcée lors de la cérémonie de remise des
diplômes à l'Académie navale des Etats-Unis, le 22 mai 1998

Le présent numéro de la revue intitulée « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » examine les défis en matière de sécurité auxquels font face les Etats-Unis du fait des changements radicaux survenus dans le monde entier ces dernières années. Divers responsables du gouvernement des Etats-Unis discutent de la menace du terrorisme nucléaire, chimique et biologique, de l'ampleur des initiatives américaines de déminage humanitaire et de l'importance du renforcement des démocraties du point de vue de la sécurité régionale. Un universitaire renommé évalue les nouvelles méthodes des Etats-Unis en matière de politique internationale, et deux experts du secteur privé examinent l'influence croissante des organisations non gouvernementales sur la politique des Etats-Unis. On trouvera également dans ce numéro une étude de cas sur le déminage humanitaire au Rwanda, un rapport sur le programme visant à détruire et à démanteler les armes nucléaires et chimiques en ex-Union soviétique, une évaluation des progrès de la démocratisation en Amérique centrale, ainsi qu'une série de fiches documentaires ayant trait à des questions de sécurité.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

*Revue électronique de l'Agence
d'information des Etats-Unis*

LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE SECURITE DANS UN MONDE EN MUTATION

SOMMAIRE

● DOSSIER

LES ETATS-UNIS FACE AUX NOUVEAUX DANGERS PESANT SUR LEUR SECURITE 5

Entretien avec M. John Holum

Sous-secrétaire d'État par intérim chargé du contrôle des armements et des questions de sécurité internationale

FAIRE FACE A LA MENACE DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE 11

William Cohen

Secrétaire à la Défense

PROMOUVOIR LA STABILITE POLITIQUE ET ECONOMIQUE PAR LA DEMOCRATISATION 13

Entretien avec M. Steven Coffey

Premier sous-secrétaire d'État adjoint, bureau de la Démocratie, des Droits de l'homme et du Travail

ELIMINATION DES MINES TERRESTRES : L'HEURE EST A L'ACTION 17

M. Karl Inderfurth

Représentant spécial des États-Unis pour le déminage humanitaire mondial

● ANALYSE

LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE SECURITE : LES DEFIS DU XXI^e SIECLE 20

Joseph Nye

Doyen de la John F. Kennedy School of Government, université Harvard

EDIFIER LA SECURITE REGIONALE : LE PARTENARIAT ENTRE LES ONG ET LES POUVOIRS PUBLICS 24

James Notter et John McDonald

Institute for Multi-Track Diplomacy

● APERÇU REGIONAL

LE DEMINAGE HUMANITAIRE AU RWANDA : L'HISTOIRE D'UN SUCCES 28

Matthew Murphy

Directeur principal des programmes, service des Programmes de déminage humanitaire, département d'État

LA REDUCTION DE LA MENACE NUCLEAIRE PAR LA COOPERATION 30

Susan Koch

Sous-secrétaire adjoint à la Défense chargé de la politique de réduction de la menace

AMERIQUE CENTRALE : LE RAYONNEMENT DE LA DEMOCRATIE NOURRIT LA PAIX ET LA SECURITE 33

Entretien avec M. Paul Trivelli

Ancien directeur adjoint chargé des affaires relatives à l'Amérique centrale, département d'État

© **DOCUMENTATION**

FICHE DOCUMENTAIRE : LA PROTECTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE DES ETATS-UNIS 38
(Décret présidentiel 63)

FICHE DOCUMENTAIRE : COMBATTRE LE TERRORISME 40
(Décret présidentiel 62)

FICHE DOCUMENTAIRE : PARER A L'EVENTUALITE D'UNE ATTAQUE AUX ARMES BIOLOGIQUES 41
(Document rendu public le 22 mai 1998 par la Maison-Blanche)

LE PROGRAMME DE DEMINAGE HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS 43
(Document rendu public le 20 mai 1998 par le département d'Etat)

© **RUBRIQUES**

BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS) 47
Publications permettant d'explorer d'autres points de vue sur la sécurité des Etats-Unis

SITES INTERNET (EN ANGLAIS) 49
Principaux sites se rapportant aux questions de sécurité

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

REVUE ELECTRONIQUE DE L'AGENCE D'INFORMATION DES ETATS-UNIS

VOLUME 3 • NUMERO 3 • JUILLET 1998

Les revues électroniques diffusées à intervalle de trois semaines par l'USIA dans le monde entier examinent les principales questions d'actualité intéressant la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine – elles présentent des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. Toutes les revues sont traduites en français et en espagnol; ces versions paraissent en format hypertexte une semaine après la version anglaise, et peu après en Adobe Acrobat. Certaines revues sont traduites également en arabe, en chinois, en portugais et en russe, ces deux dernières langues se présentant en formats hypertexte et Adobe Acrobat. Les opinions qui sont exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Le contenu de ces revues peut être librement reproduit en dehors des Etats Unis, sauf indication contraire. Les numéros les plus récents ainsi que les archives sont disponibles sur le WWW d'Internet à la page d'accueil des revues du Service d'information des Etats-Unis (USIS), à l'adresse suivante: <http://www.usia.gov/journals/journals.htm> Veuillez adresser toute correspondance soit à votre centre local de l'USIS, soit à la rédaction:

Editor, U.S. Foreign Policy Agenda
Political Security – I/TPS
U.S. Information Agency
301 4th Street, S.W.
Washington, D.C. 20547
Etats-Unis d'Amérique
Courrier électronique: ejforpol@usia.gov

Veuillez noter que ce numéro de notre revue « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » se trouve sur la page d'accueil du Service d'information des Etats-Unis (USIS) qui figure sur le World Wide Web à l'adresse suivante: <http://www.usia.gov/journals/itps/1097/ijpf/ijpf1097.htm>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Judith Siegel
DIRECTRICE DE LA REDACTION Leslie High
REDACTRICE EN CHEF Margaret McKay
REDACTEURS EN CHEF ADJOINTS Wayne Hall
. Guy Olson
REDACTEURS Ralph Dannheisser
. Susan Ellis
. Dian McDonald
. Jacqui Porth
RECHERCHE ET DOCUMENTATION Rebecca Ford-Mitchell
. Vivian Stahl
CONCEPTION GRAPHIQUE Barbara Long
ASSISTANTE ARTISTIQUE Sylvia Scott
TRADUCTION Services linguistiques de l'USIA
CONSEIL DE REDACTION Howard Cincotta
. John Davis Hamill
. Judith Siegel

LES ETATS-UNIS FACE AUX NOUVEAUX DANGERS PESANT SUR LEUR SECURITE

Entretien avec M. John Holum

Sous-secrétaire d'Etat par intérim chargé du contrôle des armements et des questions de sécurité internationale

La persistance du terrorisme, conjuguée à la facilité accrue de l'accès aux armes nucléaires, chimiques et biologiques, fait que nous vivons tous dans un monde plus dangereux qu'autrefois, déclare M. Holum. De surcroît, il faut redouter aujourd'hui une nouvelle éventualité – celle de la guerre dans le « cyberspace », qui pourrait entraver le fonctionnement de toute société moderne « du fait d'attaques de type non classique », ajoute le haut fonctionnaire. M. John Holum est sous-secrétaire d'Etat par intérim à la maîtrise des armements et à la sécurité internationale ainsi que directeur de l'Agence des Etats-Unis pour la limitation des armements et le désarmement (ACDA). Propos recueillis par Jacqui Porth.

QUESTION : Les paramètres de la sécurité des Etats-Unis ont considérablement changé depuis la fin de la guerre froide. Alors qu'ils n'avaient à faire face autrefois qu'à une seule menace, clairement identifiable, en l'occurrence l'Union soviétique, les Etats-Unis sont aujourd'hui tiraillés de nombreux côtés. Pourriez-vous nous parler des divers dangers qui planent, et des risques qu'ils présentent pour la sécurité des Etats-Unis ?

M. HOLUM : Ces dangers nous ont obligés à voir le monde sous un jour entièrement différent, et j'espère bien que nous tenons pleinement compte des réalités actuelles dans la façon dont nous réfléchissons à notre sécurité. L'attaque au gaz dans le métro de Tokyo, en 1995, illustre le genre de problèmes que nous pourrions rencontrer. Ce n'est plus le lancement d'un missile de l'Union soviétique que nous devons redouter ; le danger provient de ce qu'un terroriste pourrait transporter dans sa valise ou du fait qu'il pourrait contaminer un réseau d'approvisionnement en eau, mettant ainsi en danger une grande partie de la population.

La persistance du terrorisme, conjuguée à la disponibilité accrue des techniques nucléaires, chimiques et biologiques, fait que le monde est maintenant beaucoup plus dangereux pour tous. Rappelez-vous l'attentat à la bombe contre le « World Trade Center » [à New York], contre le « Federal Center », à Oklahoma City, ou contre le jardin public d'Atlanta près du stade olympique, et dites-vous bien que ces attentats auraient fait beaucoup plus de victimes s'ils avaient été perpétrés à l'aide d'armes de

destruction massive, même primitives. Voilà qui devrait vous donner une idée de ce qui pourrait nous arriver.

Q : Vous venez d'évoquer le recours aux armes nucléaires, biologiques et chimiques à des fins terroristes. Jusqu'à quel point ces trois risques vous inquiètent-ils, et que font les Etats-Unis pour y parer ?

M. HOLUM : Ces risques sont tous sérieux. Tout bien considéré, il me semble que le recours aux armes nucléaires est le moins probable. Cela dit, comme c'est le terrorisme nucléaire qui infligerait probablement le plus de mal, nous devons consacrer beaucoup d'attention à la question.

Maintenant que la guerre froide a été reléguée au passé, il est vrai que les armes nucléaires sont en train d'être démantelées et que les matières indispensables à leur fabrication commencent à être mises hors circulation. Malheureusement, leur stockage ne se fait pas dans les conditions de sécurité que nous souhaiterions. Quant aux dispositifs de surveillance des sites de stockage et des réacteurs utilisés pour la recherche nucléaire dans l'ancienne Union soviétique, ils sont nettement moins rigoureux qu'autrefois.

Voilà pourquoi nous nous employons très énergiquement à élaborer, dans cette partie du monde et ailleurs, des dispositifs de contrôle beaucoup plus efficaces, à faire des inventaires, à consolider les sites et à mettre en place des mécanismes de sécurité dans un souci de plus grande rigueur, de façon à prévenir le vol ou le détournement d'éléments essentiels à la

fabrication d'armes nucléaires. C'est une question dont les enjeux sont immenses, et le danger reste grand, bien qu'il soit relativement peu probable que nous ayons à y faire face.

A mon avis, ce sont les armes chimiques qui présentent la plus grande facilité d'emploi pour les terroristes, parce qu'on n'a pas besoin de beaucoup de place ni d'une grande compétence technique pour les fabriquer. De plus, on peut se procurer les matières premières nécessaires relativement facilement.

Sur le plan de la probabilité d'emploi, les armes biologiques se situent à peu près à mi-chemin entre les deux autres catégories d'armes parce que leur fabrication présente un peu plus de difficultés techniques. Mais leur usage pourrait avoir des conséquences effroyables.

On a généralement tendance à mettre dans le même sac les armes chimiques et les armes biologiques, ce qui fait que les armes nucléaires forment une catégorie à part. Il me semble pourtant que les armes biologiques sont plus proches des armes nucléaires si l'on considère leur potentiel de destruction, parce que les armes chimiques, elles, se dispersent dans l'atmosphère et deviennent ainsi moins meurtrières. Dans un environnement propice, les armes biologiques peuvent se multiplier; ce sont des organismes vivants. Et il en faut beaucoup moins pour infliger une maladie mortelle. Leur usage me paraît d'autant plus choquant que l'humanité s'évertue depuis des générations à éradiquer des maladies très redoutées – le charbon, la peste, le botulisme – et voilà maintenant que des esprits pervers s'emploient délibérément à préserver, à cultiver et à protéger des organismes nocifs pour s'en servir comme armes à des fins terroristes.

Q : Quels sont les plans des Etats-Unis face à ces dangers potentiels ?

M. HOLUM : Une action dynamique a été engagée à l'échelon international en vue de la formulation de normes mondiales interdisant la production et l'emploi de ces trois types d'armes. Le Traité de non-prolifération nucléaire est en bonne voie, de même que son application par le biais de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La Convention sur les

armes chimiques vient d'entrer en vigueur et l'on est en train de mettre en place l'organe chargé de son exécution, à savoir l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

La Convention sur les armes chimiques a besoin d'être renforcée. Les interdictions qu'elle contient sont énoncées en termes très musclés, mais son application est presque entièrement volontaire. Nous devons y intégrer des modalités d'application qui soient plus efficaces. Le président s'est fixé pour objectif la mise en place d'un accord-cadre en 1998. Des négociations en ce sens sont en cours depuis 1995, et nous y travaillons d'arrache-pied.

Je viens d'évoquer l'aspect extérieur de la question. Il y a aussi beaucoup à faire sur le plan interne. Le président a pris des décrets qui définissent les moyens que nous proposons de mettre en œuvre pour renforcer nos organes chargés de l'application des lois, pour gérer les crises et pour retrouver la trace des auteurs d'attentats. Le dernier en date est le décret 63, qui traite de l'infrastructure de base, des menaces non classiques et du terrorisme.

Q : Et que dire du risque de guerre dans le cyberspace, non seulement dans la perspective de l'accès non autorisé à des réseaux américains d'ordinateurs, mais aussi dans celle de la perturbation du fonctionnement des satellites, et que peuvent faire les Etats-Unis pour empêcher que cela ne se produise ?

M. HOLUM : On entend effectivement parler de ce qu'on appelle « la guerre dans le cyberspace ». Il s'agit de la possibilité que des pirates informatiques parviennent à s'infiltrer dans nos systèmes informatisés, ce qui leur donnerait les moyens de paralyser le fonctionnement des réseaux électriques ou des ordinateurs des aiguilleurs du ciel, de nous mettre dans l'incapacité de faire marcher les grands réseaux, ou même de vider les comptes en banque de particuliers en faisant des virements électroniques. Ce sont de nouveaux dangers qui se pointent à l'horizon, nés des nouvelles capacités techniques auxquelles on commence à donner le sobriquet d'« armes de perturbation massive ».

Une évolution qui nous inquiète particulièrement, c'est la mise au point de techniques de piratage permettant de naviguer sur Internet, de rester en ligne à l'affût

d'une cible précise et d'attaquer dès que l'occasion se présente, par exemple en noyant le système dans une marée d'informations, en lui donnant des instructions pernicieuses ou en le mettant hors d'état de fonctionner par d'autres moyens encore. Cela pourrait se faire par les communications téléphoniques internationales. Cela pourrait être dissimulé dans des informations très anodines, et il serait alors impossible d'en déterminer l'origine. Nous ne pouvons pas faire grand-chose contre cela.

Nous savons que l'Iran, l'Irak et la Libye, pour ne citer qu'eux, cherchent à livrer la guerre dans le cyberspace. Nous savons aussi que les réseaux d'ordinateurs du ministère de la défense des Etats-Unis font l'objet de tentatives d'infiltration, jusqu'à six cents fois par semaine me semble-t-il. Certaines sont peut-être le fait de « petits farceurs », mais je puis vous garantir qu'il n'y a rien de drôle dans tout cela ; d'autres, en revanche, pourraient être des tentatives délibérées de corruption.

Compte tenu de la dimension internationale du problème, il faut aussi envisager la possibilité d'une collaboration avec d'autres Etats, premièrement pour sensibiliser le public à ces questions et, deuxièmement, pour rédiger des conventions internationales visant à protéger les réseaux informatiques. Non qu'on attende d'une convention qu'elle règle le problème, et en cela elle se distinguerait des textes relatifs à la maîtrise des armements ; mais parce qu'elle nous donnerait les moyens de poursuivre les pirates informatiques en menant une action fondée sur la coopération.

Q : Vous avez mentionné le risque de contamination des réseaux d'approvisionnement en eau. Le risque de terrorisme environnemental vous paraît-il réaliste ? Je me souviens que l'Irak a mis le feu à des puits de pétrole pendant la guerre du Golfe.

M. HOLUM : Oui, le danger est très réel, et vous en citez un bon exemple. A l'époque, je travaillais dans le secteur privé en tant qu'avocat représentant une société chargée de participer aux opérations de nettoyage. J'ai donc étudié la question de très près. J'avais du mal à croire que l'on puisse délibérément provoquer une catastrophe d'une telle ampleur : la fumée, les vapeurs, la pollution de l'eau et de l'air formaient un tableau qui dépassait l'entendement. On peut aisément imaginer un certain nombre d'actions relativement simples qui

auraient des effets aussi catastrophiques, qu'il s'agisse de l'introduction d'agents toxiques, de l'usage d'armes biologiques ou d'agents défoliants.

Q : Quelles sont les priorités des Etats-Unis dans les démarches en cours visant à éliminer la prolifération des armes de destruction massive ?

M. HOLUM : Aux trois que je viens de mentionner – armes nucléaires, chimiques et biologiques –, il faut ajouter les missiles. Ce sont des dossiers sur lesquels nous travaillons sérieusement.

J'aimerais attirer l'attention sur les efforts qui sont déployés dans le domaine fondamental de la non-prolifération – le public en est rarement conscient, mais nous menons une action systématique et énergique sur ce terrain. Le travail est laborieux, puisqu'il s'agit de passer au crible les données recueillies dans le cadre du renseignement, d'identifier les expéditions de matières dangereuses – il peut s'agir d'un élément nécessaire à la fabrication d'une arme chimique, d'un milieu de culture d'armes biologiques, de matériaux nucléaires, d'un type d'acier susceptible d'être utilisé dans les missiles (...) –, d'arrêter ces envois, de remonter à la source et d'avertir le pays concerné que quelqu'un, sur son territoire, essaie, par exemple, de vendre à l'Iran un acier spécial destiné à son programme de fabrication de missiles. On rappelle alors au pays en question qu'il doit intercepter cet envoi conformément à ses obligations politiques internationales au titre du Régime de limitation des techniques de missiles.

Les démarches entreprises au nom de la non-prolifération s'accomplissent donc jour après jour, et elles illustrent tous les éléments d'une stratégie fructueuse. Elles doivent relever, au minimum, d'une obligation juridique ou politique, car la notion de responsabilité des Etats est fondamentale. Il faut aussi posséder les techniques et le matériel de détection nécessaires. Par exemple, on doit pouvoir compter sur le renseignement à la source ou sur la présence de détecteurs de radiation déployés aux frontières. Les techniques sont en évolution constante. Il nous faut aussi avoir les ressources diplomatiques sur le terrain pour tenter d'intercepter les envois.

Q : Pourquoi les Etats-Unis recherchent-ils l'interdiction des matières fissiles qui entrent dans la

composition des armes nucléaires? Quelle stratégie suivent-ils et qu'attendent-ils des autres Etats?

M. HOLUM : Le Traité d'interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires démontre qu'il n'est pas question de reprendre la course aux armements, en ce qui nous concerne nous aussi bien que les autres Etats détenteurs de l'arme nucléaire. C'est un autre pas sur la voie de l'élimination des armes nucléaires. Il est difficile d'imaginer que l'on puisse contrôler efficacement les armes nucléaires et, à terme, les éliminer, si l'on continue de produire le principal élément qui entre dans leur fabrication. Il s'agit donc pour nous de conserver les acquis sur le terrain du désarmement nucléaire, à mesure qu'ils se présentent.

C'est aussi une façon d'éviter que le problème ne s'aggrave, en Asie du Sud par exemple. Si l'Inde et le Pakistan acceptaient d'adhérer à ce Traité, le problème ne serait pas réglé pour autant, mais au moins pourrait-on veiller à ce qu'il n'empire pas. C'est donc une façon de prévenir la course aux armements.

Nous tentons d'entamer des négociations en ce sens depuis 1995 dans le cadre de la Conférence du désarmement. Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi, bien que l'Assemblée générale des Nations unies en ait approuvé le principe, en grande partie parce que l'Inde met des bâtons dans les roues. Le gouvernement indien a toutefois récemment donné à entendre qu'il était disposé à aller de l'avant.

Q : Par la voie diplomatique ou dans un contexte public?

M. HOLUM : Les deux. Dans le cadre de la Conférence du désarmement, le Pakistan a fait valoir l'argument selon lequel le Traité d'interdiction de la production de matières fissiles devait couvrir les stocks existants de matières fissiles. C'est là un objectif qui serait très difficile à atteindre dans le contexte d'un régime international, parce que la communauté internationale serait amenée à décider de la quantité de matières fissiles autorisée dans chaque pays. La question des stocks existants doit se régler à l'échelon bilatéral, voire régional. Mais nous avons toujours bon espoir que des négociations seront mises en route sous l'égide de la Conférence du désarmement.

Quoi qu'il en soit, nous poursuivons nos efforts, au

niveau bilatéral avec la Russie et au niveau trilatéral lorsqu'on inclut l'AIEA, en vue d'éliminer de notre programme d'armement les matières présentes en quantité excessive et de les placer sous le contrôle de l'AIEA. Nous avons ainsi identifié plus de deux cents tonnes de matières. Tout ne se présente pas encore sous une forme qui soit compatible avec les garanties de l'AIEA, mais nous en avons déjà préparé douze tonnes et nous allons continuer sur cette voie.

Q : En ce qui concerne les menaces régionales, dans quelle mesure les Etats-Unis sont-ils prêts à relever seuls ces défis et dans quelles circonstances serait-il nécessaire que des Etats forment une coalition en temps de crise?

M. HOLUM : Il est toujours crucial d'obtenir le plus haut degré possible de participation internationale. Dans le cas de la Bosnie, par exemple, ou face à la crise qui se joue actuellement au Kosovo, l'existence d'une coalition de forces est on ne peut plus désirable. Les Etats-Unis doivent être prêts à agir unilatéralement lorsque les circonstances l'exigent, mais comme le révèlent nos habitudes en matière de sécurité internationale, nous nous donnons le plus grand mal à créer des coalitions et à les maintenir.

Q : Que font les Etats-Unis pour contrer la perception selon laquelle ils sont devenus « arrogants » dans la façon dont ils exercent leur pouvoir, maintenant qu'ils sont la seule superpuissance au monde?

M. HOLUM : C'est un problème très complexe à cause de la tentation qu'il y a, à l'échelon international, de nous accuser d'hégémonie, un peu comme par réflexe. Ce que nous avons à dire, c'est que nos intérêts internationaux se fondent sur des valeurs et des idéaux. C'est ainsi que nous pouvons expliquer, en gros, notre comportement.

Lorsque nous nous employons à promouvoir la cause de la démocratie ou l'importance de la lutte contre les armes de destruction massive, et que nous tentons de jouer un rôle d'artisan de la paix, il va de soi que nous agissons dans notre intérêt, mais il faut voir aussi que notre action transcende cette seule considération. En dernier ressort, c'est cette attitude qui nous permettra de donner de nous-même l'image d'un pays capable d'exercer une influence constructive sur le monde, et non pas celle d'un pays qui tente d'intimider les autres.

De même, il est important que nous traitions avec respect les pays avec lesquels nous voulons nouer un dialogue. D'après ce que j'ai vu depuis que j'ai réintégré le gouvernement, c'est-à-dire depuis 1993, nous prenons vraiment la peine de le faire. Nous n'avons pas tellement tendance à donner aux pays l'impression qu'ils doivent faire ce qu'on leur demande rien que parce qu'on le leur demande; au contraire, nous cherchons à leur montrer qu'il y va de leur intérêt national. Je crois vraiment que nous veillons à ce que nos relations se fondent sur le respect du point de vue de notre interlocuteur et de ses besoins en matière de sécurité.

Q : Pouvez-vous nous parler du rôle du règlement des conflits et de la diplomatie préventive dans la perspective de la formulation de la politique des Etats-Unis en matière de sécurité?

M. HOLUM : Il s'agit là d'une composante essentielle de notre présence internationale. Nous avons pour habitude d'essayer d'amener des antagonistes potentiels à nouer un dialogue avant même qu'un conflit n'éclate. Les démarches diplomatiques que nous avons engagées au Proche Orient, en Bosnie et dans d'autres régions du monde sont bien connues. Notre présence est moins visible, mais elle n'en est pas moins importante, lorsqu'il y a un risque de conflit et que nous tentons d'inciter les parties hostiles à entamer un dialogue direct: je peux notamment vous citer le cas de l'Éthiopie et de l'Érythrée, mais il y aurait bien d'autres exemples.

Un dossier auquel je travaille beaucoup, c'est celui qui concerne le risque de course aux armements associant les armes classiques et celles de destruction massive. Nous avons attaché une très haute priorité, par exemple, aux mesures propres à renforcer la confiance en Amérique latine, comme le fait de déclarer les cantonnements militaires ou d'informer les Etats voisins lorsqu'un pays est sur le point de faire de grandes acquisitions d'armes; la nature même de tels achats fait ressortir la nécessité de communiquer à ses voisins les raisons qui poussent à agir en ce sens. D'autre part, l'ouverture d'un dialogue entre les autorités civiles et militaires peut conférer un caractère moins menaçant aux ressources militaires existantes et atténuer le risque de tensions imprévues.

Q : Le programme du Partenariat pour la paix s'est révélé particulièrement fructueux pour les pays

anciennement membres du Pacte de Varsovie et pour d'autres aussi. Comment les principes qui sous-tendent ce partenariat ont-ils été appliqués aux relations stratégiques dans d'autres régions du monde?

M. HOLUM : Lors du sommet sur la Chine qui a eu lieu au mois de juin, le terme de « partenariat stratégique » est revenu fréquemment sur le tapis. Ce partenariat diffère évidemment de celui que nous avons formé en Europe, mais les grandes idées sont les mêmes: nous tentons de rechercher un terrain d'entente avec un certain nombre de pays, tout en étant conscients des différences qui nous séparent, parce que nous sommes désireux de nous unir et de poursuivre un objectif commun, qu'il s'agisse de la non-prolifération, du progrès économique ou de la protection contre les changements climatiques. Il convient donc d'envisager le principe du partenariat sous un angle très large à l'échelon international. En fait, c'est une très bonne façon de réfuter l'argument selon lequel les Etats-Unis ne cherchent qu'à imposer leur volonté. En réalité, nous nous donnons beaucoup de mal pour dégager une cause à laquelle pourraient se rallier des pays qui pensent comme nous dans des domaines précis et de haute priorité.

Q : Quelles conséquences un phénomène purement économique, par exemple la crise financière asiatique, peut-il avoir pour la sécurité des Etats-Unis?

M. HOLUM : Il y a d'abord quelques conséquences immédiates, dans la mesure où les pays en proie aux difficultés économiques – et c'est assurément le cas de l'Asie de l'Est – ont tendance à relâcher leurs efforts de modernisation de leur défense. Au vu des liens que nous avons pu nouer dans ce domaine, il y a de quoi s'inquiéter. De surcroît, on peut craindre que l'effondrement économique ne compromette la sécurité parce qu'il ouvre la porte à l'instabilité régionale et à l'éventualité d'un conflit international, et même à des perturbations internes dans des pays de grande importance. On ne peut donc absolument pas ignorer le facteur sécurité. C'est pour cela que nous avons tendance à dire que les événements dont la Thaïlande et l'Indonésie ont été le théâtre ne sont pas des phénomènes purement économiques, dans la mesure où ils comportent une dimension politique ou relative à la sécurité.

Q : Quelles seront les principales considérations des Etats-Unis en matière de sécurité au XXI^e siècle ?

M. HOLUM : Je suis toujours tenté d'envisager la sécurité d'abord du point de vue de l'homme de la rue, puis d'extrapoler en considérant les dimensions internationales de la question. Malheureusement, je crois que les dangers de la drogue et du terrorisme seront toujours parmi nous. D'autre part, il faudra que l'on arrive à un consensus politique, aux Etats Unis, sur l'importance que revêtent certaines questions qui pourraient se révéler lourdes de conséquences pour notre avenir, par exemple dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques.

Je pense aussi que les armes de destruction massive resteront à l'ordre du jour. Nous faisons des progrès dans ce domaine. En fait, nous avons fait des pas de géant au cours des quatre ou cinq dernières années, mais la difficulté, c'est que la technologie évolue. Comme les techniques sont plus accessibles qu'avant, le risque demeure réel en dépit des progrès que nous avons faits. Il ne faut pas oublier non plus les dangers tout nouveaux qui menacent notre infrastructure de base, qu'il s'agisse des systèmes d'information, des réseaux de transports ou du secteur de l'énergie. Toutes les composantes nécessaires au bon fonctionnement d'une société moderne pourraient se trouver compromises du fait d'attaques de type non classique. ©

FAIRE FACE A LA MENACE DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

William Cohen
Secrétaire à la Défense

Il n'existe pas de « parade unique » à la menace des armes de destruction massive, dit M. Cohen. « Face à cette réalité, nous devons prévenir la prolifération de telles armes. Nous devons nous protéger par la dissuasion et nous préparer également à leur utilisation éventuelle aux Etats-Unis mêmes. »

Nous vivons dans un monde où des armes de plus en plus puissantes sont entre les mains de personnes de plus en plus irresponsables, qui sont donc plus susceptibles de les utiliser. Contrer la menace des armes de destruction massive constituera peut-être, en fait, le défi essentiel en matière de sécurité au cours des décennies à venir.

L'Irak est l'un des vingt-cinq pays au moins qui possèdent déjà des armes nucléaires, biologiques ou chimiques et des moyens de les utiliser, ou qui sont en train de s'en doter. Nombre de ces pays entretiennent des relations avec des terroristes, avec des extrémistes religieux ou avec des groupes de criminels qui cherchent également à faire usage de ces armes. L'arme chimique et l'arme biologique sont, nous le savons, l'arme atomique du pauvre; elles sont moins coûteuses, plus faciles à fabriquer et extrêmement meurtrières.

La supériorité militaire américaine aboutit à un paradoxe. Comme nos adversaires potentiels savent qu'ils n'ont aucune chance de gagner en affrontant directement nos armées, ils sont plus susceptibles de recourir à des méthodes non conventionnelles, par exemple en utilisant des armes biologiques ou chimiques. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de laisser cette vulnérabilité devenir notre tendon d'Achille.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé la création d'un nouvel organisme, la « Defense Threat Reduction Agency » (DTRA, Agence défensive de réduction de la menace), qui sera opérationnelle en octobre. Cette agence regroupera les organismes actuels, notamment la « On-Site Inspection Agency » (Agence d'inspection des sites), la « Defense Special Weapons Agency » (Agence des armes spéciales de défense) et la « Defense

Technology Security Administration » (Administration des techniques défensives de sécurité), et se verra confier certaines des fonctions des programmes qui relèvent actuellement de la responsabilité du vice-ministre de la défense chargé des programmes de défense contre les armes nucléaires, chimiques et biologiques.

La DTRA servira de point de coordination des travaux techniques et des analyses intellectuelles nécessaires pour faire face à cette menace, en reconnaissant que ces armes pourraient être utilisées, et ce très tôt, sur les futurs champs de bataille. C'est là un élément clé de nos plans de guerre. Nous reconnaissons par ailleurs qu'il n'y a pas de solution magique et qu'il n'existe pas de parade unique à cette menace. Face à cette réalité, nous devons donc prévenir la prolifération des armes de destruction massive. Nous devons nous protéger par la dissuasion et nous préparer également à leur utilisation éventuelle aux Etats-Unis mêmes.

C'est en effet la prévention qui doit constituer notre première et notre meilleure ligne de défense. Grâce à notre programme de réduction de la menace par la coopération (« Cooperative Threat Reduction Program », ou CTR), également dit programme Nunn-Lugar, nous procédons à la destruction et au démantèlement de l'arsenal nucléaire et chimique de l'ex-Union soviétique. Nous agissons aussi dans le cadre d'accords de maîtrise et de non-prolifération des armements qui visent à empêcher les régimes hors-la-loi d'acquiescer des armes de destruction massive.

Mais nous devons reconnaître que malgré tous ces efforts, la prolifération aura probablement lieu. Si bien que notre deuxième ligne de défense doit être de nous protéger par la dissuasion et par la défense. Nous avons clairement indiqué à l'Irak et au monde entier que si un

terroriste ou un pays, quel qu'il soit, envisageait jamais d'utiliser des armes de destruction massive, qu'elles soient chimiques, biologiques ou de tout autre type, contre nos forces, notre riposte serait écrasante et dévastatrice.

Mais nous dissuadons également nos adversaires de nous attaquer en nous assurant que nos forces sont prêtes à se battre et à gagner sur n'importe quel champ de bataille, même un champ de bataille qui aurait été contaminé. C'est pour cela qu'en décembre dernier, j'ai ordonné d'ajouter un milliard de dollars à notre budget actuel au titre des mécanismes et des méthodes de défense. Nous avons donc ajouté un milliard de dollars sur une période de cinq ans aux 3,4 ou 3,5 milliards de dollars déjà inscrits à notre budget à cette fin. Le but de cette mesure est d'accroître les capacités de nos forces de trouver et de détruire ces armes avant qu'elles ne soient utilisées contre nos troupes, d'équiper nos forces du matériel de détection et de décontamination le plus perfectionné qui existe, et de les doter de nouveaux vêtements de protection plus légers.

Nous avons entrepris cette année dans le golfe Persique la vaccination de nos forces armées contre la terrible bactérie du charbon. Nous continuerons pendant cinq à sept ans, jusqu'à ce que toutes nos troupes dans le monde entier soient immunisées. Nous prenons ces précautions parce que la défense en elle-même est dissuasive. Plus nos forces seront préparées, plus réduite sera la possibilité d'attaques contre elles, nos adversaires potentiels n'envisageant alors même pas de les affronter.

Toutefois, nous devons nous rappeler que les lignes de front ne se situent plus uniquement à l'étranger; elle peuvent également se trouver sur le territoire des Etats-Unis. Il y a cinq ans, six personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées lors de l'explosion du « World Trade Center ». Il y a trois ans, l'attaque au sarin dans le métro de Tokyo a fait des dizaines de morts et des milliers de blessés. Certains pensent que ces formes d'attaques chimiques ou biologiques, aux conséquences meurtrières, sont inévitables aux Etats-Unis. Aucun événement n'est inévitable jusqu'à ce qu'il se produise, mais nous devons nous préparer à cette éventualité.

En conséquence, nous sommes en train d'établir une

troisième ligne de défense qui repose sur la préparation intérieure. Le ministère de la défense orchestre une campagne fédérale de formation de groupes de première intervention dans cent vingt villes des Etats-Unis. La police, les pompiers et les auxiliaires médicaux seront les premiers à arriver sur les lieux d'une attaque, et nous sommes en train de les aider à se préparer à intervenir dans ces conditions.

Nous avons également innové en créant pour la première fois dans nos forces armées des équipes d'évaluation rapide afin d'assurer que le ministère de la défense soit encore mieux préparé: dix équipes spéciales de la Garde nationale seront chargées exclusivement d'aider les autorités civiles en cas d'attaque à l'arme chimique ou biologique. Ces équipes, qui doivent être stationnées en Californie, au Colorado, en Géorgie, en Illinois, au Massachusetts, au Missouri, dans l'Etat du New York, en Pennsylvanie, au Texas et dans le Washington, sont conçues pour arriver rapidement, évaluer la situation, puis aider les autorités locales à identifier les ressources militaires fédérales qui pourraient être nécessaires afin de combattre une attaque ou d'intervenir en cas d'incident.

Les unités de réserve qui ont déjà été formées pour réagir à de telles attaques à l'étranger recevront une formation complémentaire et seront dotées de matériel et de capacités d'appui sur notre territoire. Nous éloignant des capacités d'intervention limitées durant l'année budgétaire 1999, nous prévoyons d'avoir des éléments de la Garde nationale et des troupes de réserve pleinement formés, en place et prêts à intervenir, après l'année budgétaire 2000.

Les dix équipes d'évaluation rapide de la Garde nationale seront complétées et soutenues par cent vingt-sept unités de décontamination et cinquante-quatre unités de reconnaissance provenant d'éléments des forces réservistes. Ces unités recevront une formation et un matériel supplémentaires qui leur permettront d'exécuter des missions d'intervention et d'appui.

Cette initiative sera la base de notre dispositif stratégique de préparation de la défense américaine contre l'utilisation éventuelle d'armes de destruction massive. ©

PROMOUVOIR LA STABILITE POLITIQUE ET ECONOMIQUE PAR LA DEMOCRATISATION

*Entretien avec M. Steven Coffey
Premier sous-secrétaire d'Etat adjoint
Bureau de la Démocratie, des Droits de l'homme et du Travail*

Il existe un lien incontestable entre les institutions démocratiques et la stabilité politique et économique, déclare M. Steven Coffey, premier sous secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail. Les Etats-Unis « continueront à promouvoir la démocratie et à encourager le développement d'institutions démocratiques par le biais d'un large éventail de programmes », ajoute le haut fonctionnaire. Les Etats Unis attachent un haut rang de priorité aux efforts visant à affermir la primauté du droit, clé de voûte de la démocratisation, de la réforme économique et du respect accru des droits de l'homme. Propos recueillis par Dian McDonald.

QUESTION : Comment expliquez-vous le rapport entre la démocratisation et la stabilité politique ?

M. COFFEY : La crise financière que traverse actuellement l'Asie a fait ressortir les liens qui existent entre les institutions démocratiques et la stabilité politique et économique. A ce jour, les pays qui s'en sont le mieux tirés sont ceux qui possèdent des institutions démocratiques. C'est le cas de la Corée du Sud et de la Thaïlande, par exemple. Il me semble que la raison en est claire. Les crises de cette nature exigent des sacrifices de la part de la population, et les gouvernements à la formation desquels le peuple a participé sont beaucoup mieux placés que ceux qui excluent la participation populaire lorsqu'il s'agit de demander au peuple de se serrer la ceinture.

L'Indonésie – le pays qui souffre le plus de la crise financière – se caractérise par l'absence de participation populaire. Espérons qu'avec les changements qui ont été apportés récemment elle se trouve maintenant engagée dans un chemin plus sûr. Cela dit, les problèmes sont explicites, et le lien entre la participation politique et la stabilité ressort clairement. C'est dire l'importance de la promotion des institutions démocratiques à travers le monde.

Q : Jusqu'à quel point la formulation des objectifs des Etats-Unis en matière de sécurité à travers le monde est-elle liée à des initiatives visant à édifier la démocratie ?

M. COFFEY : Les décisions que prend un gouvernement

en matière de politique étrangère sont intimement liées à sa structure politique interne. Les intellectuels débattent la question de savoir si les démocraties sont, par nature, plus éprises de paix que les autres formes de gouvernement. Une chose est en tout cas certaine, et c'est que les démocraties se font rarement la guerre. A mon avis, leur réticence à recourir à la guerre tient au fait que les simples citoyens ont leur mot à dire sur la question, et comme ce sont généralement eux qui devront consentir des sacrifices, ils veillent à ce que le jeu en vaille la chandelle.

Si le gouvernement irakien était tel que le peuple ait les moyens d'influencer la prise des décisions, la politique irakienne serait bien différente de celle que nous connaissons, cela me semble l'évidence même. Les décisions que prend le gouvernement irakien sont sans rapport avec les intérêts du peuple.

A cet égard, donc, la forme du gouvernement d'un pays quelconque peut être un facteur déterminant de sa politique étrangère.

Rien ne l'illustre mieux que la Russie. Indubitablement, l'attitude de ce pays envers le reste du monde s'est profondément modifiée à la suite de l'effondrement du communisme. L'idéologie communiste définissait les rapports entre la Russie et ce qu'on appelait « le monde capitaliste » de façon très antagoniste. Elu par le peuple et représentant un large éventail d'intérêts nationaux, le gouvernement russe actuel en est arrivé à envisager la question sous un angle différent. C'est pour cela que la

poursuite de la démocratisation et de la réforme économique en Russie revêt une telle importance. A mesure qu'elle se démocratisera, la Russie comprendra qu'elle gagnerait à s'intégrer encore davantage à la communauté internationale, et sa politique étrangère s'en ressentira.

Q : Quels sont les principaux obstacles aux efforts visant à encourager la démocratisation à travers le monde ?

M. COFFEY : Ils sont nombreux. Dans des pays comme la Russie, je suis tenté de dire que c'est avant tout l'inertie. Il n'est pas facile de changer les structures administratives et économiques, et cela prend du temps. Le réveil des conflits ethniques, comme on le voit dans l'ancienne Yougoslavie, au Rwanda et au Burundi, est un autre écueil. Le nationalisme à outrance entrave la formation des institutions démocratiques, et il explique la répression aussi bien que l'absence de participation populaire. Dans de nombreuses régions du monde, nous constatons l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, voire sa disparition quasi totale. Le vide politique ainsi créé fait l'effet d'un aimant pour la corruption, la criminalité organisée et les gangs. C'est un autre obstacle de taille à la démocratisation.

Q : A l'heure actuelle, quelle est la plus haute priorité du gouvernement en ce qui concerne l'édification de la démocratie et les droits de l'homme ?

M. COFFEY : Nous continuerons à promouvoir la démocratie et à encourager le développement d'institutions démocratiques par le biais d'un large éventail de programmes. Nous continuerons ainsi à soutenir les processus électoraux et les institutions politiques fondées sur la représentation, tels les parlements. Dans bien des pays, ces institutions viennent tout juste de voir le jour. L'expérience et les ressources leur font défaut. La poursuite de notre action en ce sens revêt une grande importance.

L'une de nos priorités concerne le renforcement de la primauté du droit. A cet égard, nous administrons depuis déjà un certain nombre d'années des programmes d'une importance considérable, mais nous cherchons à conférer un plus haut degré de cohérence à nos efforts. La secrétaire d'Etat, Mme Albright, qui s'intéresse beaucoup à ces questions, nous a demandé

de veiller à ce que l'action des diverses agences et institutions du gouvernement visant à promouvoir la primauté du droit soit bien coordonnée. L'année dernière, elle a sollicité l'avis de M. Paul Gewirtz, de la faculté de droit de l'université Yale, et lui a demandé de passer en revue les programmes que nous avons mis en œuvre dans ce domaine.

La secrétaire d'Etat et le président ont fait de la primauté du droit un thème central de leur action, parce qu'ils y voient un centre de convergence extrêmement important des activités relatives à la démocratisation, au changement économique et au respect accru des droits de l'homme. Dans la majorité des pays, c'est surtout à la police et aux institutions judiciaires que la plupart des individus ont affaire lorsqu'ils ont des contacts avec des représentants de l'autorité publique. Si ces institutions sont corrompues, si elles ne sont pas impartiales, ces contacts ont tendance à être négatifs. C'est dire leur importance fondamentale pour la protection des droits des simples citoyens et pour influencer leur attitude envers les pouvoirs publics.

Q : Sur quelles régions du monde les Etats-Unis concentrent-ils leurs efforts dans ce domaine ?

M. COFFEY : Nous n'avons pas ciblé un continent en particulier ; nous administrons des programmes dans le monde entier. Nous avons accordé beaucoup d'attention à la promotion des institutions démocratiques et judiciaires, de la liberté de la presse et des droits de l'homme dans l'ancienne Union soviétique, en Europe centrale, en Afrique et en Amérique latine. L'encouragement de la primauté du droit jouera un rôle important dans le développement de la Chine, et c'est un sujet qui a tenu une place prépondérante lors du récent sommet américano-chinois à Pékin. C'est d'ailleurs une question sur laquelle les Etats-Unis et la Chine vont coopérer à l'avenir.

Q : En prenant un exemple précis, pourriez-vous expliquer en quoi les objectifs des Etats-Unis relatifs à l'édification de la démocratie ont eu un effet positif sur la sécurité régionale ?

M. COFFEY : On l'a certainement vu en Europe centrale et orientale, ainsi que dans l'ancienne Union

soviétique. Je me garderai d'attribuer aux programmes des Etats-Unis les changements survenus dans ces parties du monde. L'évolution relève en effet de nombreuses causes, la plupart d'entre elles étant d'origine interne autant que je puisse en juger. Certes la politique des Etats-Unis visait à promouvoir le changement, mais nos programmes sont conçus de façon à aider ces pays à atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés.

Du point de vue de la sécurité, la situation actuelle en Europe centrale reflète une évolution considérable. Il y a dix ans, un rideau de fer coupait l'Europe en deux par le centre. L'Allemagne était divisée. C'est dans cette région que les tensions étaient souvent les plus vives à l'époque de la guerre froide. L'effondrement du communisme a littéralement bouleversé la donne. Les soldats russes ont quitté l'Allemagne et les pays baltes, et les pays d'Europe centrale ont recouvré leur indépendance. La ligne qui démarquait l'Est de l'Ouest s'est effacée. L'OTAN s'ouvre maintenant à certains de ces pays. Dans le même temps, le renforcement de l'unité européenne par le biais de l'élargissement de l'Union européenne est aussi à l'ordre du jour.

Q : Quels sont les principaux facteurs expliquant la progression de la démocratie en Afrique ?

M. COFFEY : Je pense qu'ils sont nombreux. Certains revêtent une dimension mondiale dans la mesure où ils contribuent aussi à la propagation de la démocratie ailleurs qu'en Afrique. La révolution des techniques de communication y a joué un rôle considérable. Nous vivons réellement dans un village mondial. Partout dans le monde, les gens sont au courant de ce qui se passe ailleurs, et cela affecte partout les rapports entre les individus et les autorités. Etant donné qu'il est devenu impossible de contrôler la circulation de l'information, les ramifications politiques sont inévitables.

Le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud, suivi de la naissance d'une nouvelle Afrique du Sud, multiraciale et démocratique, a assurément été un facteur de poids dans le rayonnement de la démocratie. M. Nelson Mandela a donné une impulsion considérable à ce mouvement. Voilà, sur le continent africain, un exemple lumineux de changement politique. Sans vouloir sous-estimer les difficultés auxquelles se heurte encore l'Afrique du Sud, je dois

dire que c'est quand même un succès et que d'autres Africains sont remplis d'admiration.

Q : La démocratie repose-t-elle sur une base solide en Haïti, et croyez-vous que la démocratisation débouchera sur la stabilité à long terme dans ce pays ?

M. COFFEY : Il est difficile de dire que la démocratisation repose sur une base solide, où que ce soit dans le monde. La démocratie n'est jamais acquise une fois pour toutes. Il faut toujours la protéger. Cela dit, les événements survenus en Haïti donnent assurément à ce pays la possibilité de progresser dans cette voie. Il ne fait aucun doute qu'Haïti a encore des défis à relever, mais la situation s'est considérablement améliorée. Des actes de violence persistent encore, mais ils sont nettement moins nombreux depuis l'intervention de la communauté internationale. Le tableau de l'émigration le confirme. Il y a quelques années seulement, les Haïtiens quittaient leur pays sur des embarcations de fortune, au péril de leur vie. Les choses ont changé. Il reste encore beaucoup de progrès à faire sur le plan des institutions économiques, judiciaires et politiques. Dans bien des domaines importants, les Haïtiens ne doivent pas relâcher leurs efforts, et la communauté internationale doit elle aussi continuer sur sa lancée. Mais j'ai bien l'impression qu'Haïti est sur le bon chemin et qu'on a des raisons d'espérer la poursuite des progrès.

Q : Prête-t-on suffisamment attention au règlement des conflits et à la diplomatie préventive en Europe de l'Est et dans les nouveaux Etats indépendants ?

M. COFFEY : Le gouvernement des Etats-Unis s'intéresse beaucoup au règlement des conflits et à la diplomatie préventive dans les nouveaux Etats indépendants et en Europe orientale. Les efforts que nous avons déployés dans ce domaine sont bien évidents. Il n'y a qu'à penser à la Bosnie, à l'ancienne Yougoslavie, aux accords de Dayton. Tout ce processus fait ressortir l'importance que nous attachons à l'instauration de la paix dans cette région du monde. De surcroît, nous participons activement au règlement d'autres conflits qui sont moins connus ou, en tout cas, qui ne font pas la une des journaux. C'est ainsi le cas du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de la région autonome du Haut-Karabagh. Nous essayons de promouvoir le rôle du groupe de Minsk, au sein de

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en vue du règlement de ce conflit. Nous avons aussi pleinement soutenu l'intervention de l'OSCE lors du conflit en Tchétchénie. Nous sommes également solidaires des efforts consentis par l'OSCE et l'ONU afin de résoudre le litige qui oppose la Géorgie et les séparatistes abkhazes.

A ce jour, l'un de nos grands succès, méconnu d'ailleurs, concerne les Etats baltes. Dans les premiers jours qui ont suivi l'accession à l'indépendance de ces pays, le risque de friction entre les ressortissants russes et ceux d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie était considérable. Les Etats-Unis, en liaison avec l'OSCE, se sont très diligemment employés à promouvoir la réconciliation.

Q : A votre avis, quelle place les ONG tiennent-elles dans les démarches visant à accentuer la sécurité régionale ?

M. COFFEY : Les ONG jouent un rôle absolument crucial dans tous les programmes dont nous avons parlé. Si vous acceptez la proposition selon laquelle la démocratie est importante pour la sécurité régionale et que l'existence d'institutions transparentes et ouvertes – médias et institutions économiques, gouvernementales et judiciaires y compris – est pour la sécurité globale, vous devez automatiquement reconnaître que les ONG jouent un rôle très important. Non seulement elles mettent en place les institutions élémentaires, mais elles reflètent aussi de plein droit une expression importante de la société civile. Sans elles, la démocratie ne fonctionnerait pas.

Les ONG revêtent une importance particulière dans le domaine des droits de l'homme. La promotion des droits de l'homme ne relève plus principalement des gouvernements, encore que ceux-ci aient un rôle extrêmement important à jouer. Mais ce sont les ONG qui sont le fer de lance des efforts déployés dans ce domaine, parce qu'elles sont les premières à dénoncer les infractions. Il est en outre de plus en plus fréquent qu'elles proposent des solutions.

Q : Est-il facile de transmettre l'idéal d'une société civile aux démocraties naissantes ?

M. COFFEY : Cela varie selon les pays, en fonction des circonstances. Souvent, la population se met rapidement au pas. Cela m'a frappé dans les rapports que j'ai eus avec la Russie au fil des ans. Nommé en Russie, j'y suis resté de 1980 à 1983 et j'y suis retourné de nombreuses fois depuis, sauf entre 1987 et 1991, où je n'en ai pas eu l'occasion. Lorsque je m'y suis rendu en 1992, j'ai été stupéfait par les changements d'attitude que j'ai observés, en particulier chez les jeunes : leurs nouvelles espérances, leur désir de participer et de s'engager. Ces changements étaient le résultat des initiatives de M. Gorbatchev. Une fois qu'ils n'ont plus eu de raison d'avoir peur, qu'ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient dire et faire des choses autrefois interdites, les jeunes n'ont pas tardé à saisir les occasions qui se présentaient.

Le problème, bien sûr, en Russie et dans beaucoup d'autres endroits, est que le rythme du changement n'est pas uniforme : il varie en fonction de la géographie et des tranches d'âge. Les jeunes s'adaptent généralement mieux et sont plus réceptifs aux changements. Dans de nombreux cas, toutefois, des forces considérables résistent au changement. Il ne faut pas croire la partie gagnée d'avance et penser que la démocratie va inévitablement s'implanter partout. Il faut s'attendre à des revers. Dans un grand nombre de pays, l'économie est très fragile. Si elle s'effondre, les ramifications politiques seront importantes. Mais si l'on est patient et que les circonstances restent propices, on verra la démocratie se propager à travers le monde. ●

ELIMINATION DES MINES TERRESTRES : L'HEURE EST A L'ACTION

*M. Karl Inderfurth
Représentant spécial des Etats-Unis pour le déminage humanitaire mondial*

« Les Etats-Unis se félicitent à l'idée d'œuvrer avec leurs partenaires de la communauté internationale à l'éradication, d'ici à l'an 2010, du fléau que sont les mines terrestres pour la population civile », déclare M. Karl Inderfurth. A cet égard, le haut fonctionnaire note que divers événements survenus récemment, dont la conférence de Washington, ont mobilisé l'attention, les ressources et la coordination de la communauté internationale. « Nous sommes convaincus de disposer maintenant d'une base solide qui nous permettra d'atteindre cet objectif », ajoute-t-il. M. Inderfurth est représentant spécial du président et de la secrétaire d'Etat pour le déminage humanitaire mondial et secrétaire d'Etat adjoint aux affaires relatives à l'Asie du Sud.

En cette fin de XX^e siècle, le recours aveugle aux mines terrestres est une composante tragique des guerres civiles qui se livrent à travers le monde. Le Comité international de la Croix-Rouge estime que ces engins font environ vingt-six mille victimes par an. Ils entravent les efforts que déploie la communauté internationale en vue d'aider les pays déchirés par la guerre à recouvrer leur infrastructure économique et sociale. L'élimination de ces séquelles de la guerre coûte des milliards de dollars qui pourraient être affectés au développement économique. De surcroît, à cause de la présence de ces mines, de grandes superficies de terres qui pourraient servir à l'agriculture ou à la réinstallation des réfugiés restent inutilisées.

Comme l'a fait remarquer la secrétaire d'Etat, Mme Madeleine Albright, lors de la conférence sur le déminage humanitaire mondial qui s'est déroulée du 20 au 22 mai à Washington, « les mines terrestres continuent de tuer, de mutiler et de chasser les gens de leurs foyers bien après que les canons se sont tus. Elles sont bon marché et faciles à utiliser, mais difficiles à déceler et à éliminer. Leurs victimes de prédilection sont les innocents, les jeunes, les gens sans méfiance et les malchanceux. Les pays qui en souffrent le plus sont précisément ceux qui peuvent le moins se permettre de déminer, de mettre les civils en garde, de soigner les victimes ou de se passer des terres arables que ces mines rendent inutilisables. »

Les Etats-Unis ont été le fer de lance des efforts engagés pour libérer le monde des affres de la crise humanitaire causée par les mines terrestres antipersonnel. Ils ont été

le premier pays à adopter, en 1992, un moratoire sur l'exportation de ces engins et ils ont exhorté les autres Etats à suivre leur exemple. En 1994, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président Clinton est devenu le premier dirigeant au monde à prôner l'élimination des mines terrestres antipersonnel. En décembre dernier, sous l'effet de la dynamique croissante qui s'exerce au sein de la communauté internationale, plus de cent vingt Etats ont signé la Convention d'Ottawa qui interdit l'utilisation, la production, le stockage et le transfert de ces mines. Si les Etats-Unis se sont abstenus de la signer, à cause de certaines lacunes en matière de sécurité, ils ont néanmoins annoncé leur ferme intention de le faire d'ici à l'an 2006, en supposant qu'ils auront alors trouvé les moyens de remplacer leurs mines terrestres antipersonnel et leurs systèmes antichars mixtes.

Depuis 1993, lorsqu'ils ont commencé à prôner un moratoire sur les exportations de mines terrestres antipersonnel, les Etats-Unis appuient le déminage humanitaire mondial. A l'heure actuelle, ils participent à des activités en ce sens dans dix-neuf pays. Depuis la mise en route du programme, le gouvernement des Etats-Unis a affecté plus de cent cinquante millions de dollars au titre de l'aide au déminage humanitaire. Pour la seule année 1997, il a ainsi investi environ quarante millions de dollars et on estime qu'il y consacra quatre-vingt-treize millions de dollars, soit plus du double, en 1998. Ces chiffres ne laissent pas planer le moindre doute quant à la détermination des

Etats-Unis à éradiquer le fléau des mines terrestres antipersonnel.

Les Etats-Unis n'ont pas faibli un instant dans leur rôle de fer de lance du déminage humanitaire mondial. En octobre 1997, la secrétaire d'Etat et le ministre de la défense ont mis en route l'initiative du président Clinton dite « Déminage 2010 », laquelle vise à neutraliser d'ici à l'an 2010 les mines terrestres antipersonnel qui continuent de menacer des civils. Un tel objectif ne peut être atteint qu'au prix de l'action concertée de la communauté internationale. En annonçant cette initiative, les Etats-Unis ont reconnu l'existence de deux conditions essentielles de son succès. La première, c'est que le niveau total des investissements dans le déminage mondial devrait presque quintupler et atteindre environ un milliard de dollars par an. La deuxième, c'est que l'aide au déminage et les activités entreprises dans ce cadre devraient faire l'objet d'une coordination efficace de la part de la communauté internationale.

Afin de promouvoir les objectifs de l'initiative « Déminage 2010 », les Etats-Unis ont parrainé une conférence à Washington en mai 1998. S'appuyant sur les acquis des conférences tenues antérieurement à Ottawa, à Tokyo et à Bonn, la conférence de Washington se proposait de consolider le consensus international sur la coordination et d'arrêter un plan d'action. Les participants avaient été recrutés parmi les gouvernements les plus gros donateurs, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales (ONG) qui fournissent l'essentiel des ressources et de l'expertise en matière de déminage humanitaire. L'ordre du jour de la conférence avait été établi en consultation avec d'autres gouvernements, les Nations unies et plusieurs ONG de façon à mieux cerner les domaines nécessitant la coordination de la communauté internationale.

Par exemple, les participants à la conférence ont examiné des projets relatifs à la consolidation des données de base sur l'ampleur du problème des mines terrestres dans les pays les plus touchés. Ils sont convenus que le nombre de mines terrestres enfouies dans le sol était probablement beaucoup moins élevé qu'on ne l'estime généralement, le chiffre avancé étant normalement supérieur à cent millions, mais qu'en tout état de cause il était préférable d'évaluer l'impact du

problème en fonction de la superficie des terres arables rendues inutilisables par la présence de ces engins explosifs, et non pas en fonction du nombre de ces engins eux mêmes. Ils se sont également mis d'accord pour dire que l'Organisation des Nations unies devrait procéder à des évaluations multisectorielles, et pour prôner la mise en œuvre dans les meilleurs délais d'une action concertée qui réunirait l'ONU, des ONG et les gouvernements donateurs en vue de la réalisation d'enquêtes générales à partir desquelles il serait possible de déterminer le nombre de mines encore enfouies dans divers pays.

Les documents établis en perspective de la conférence de Washington ont démontré que le niveau des ressources allouées au déminage humanitaire avait considérablement augmenté au cours des six derniers mois. Ainsi le gouvernement des Etats-Unis a-t-il plus que doublé ses investissements dans le déminage humanitaire par rapport à l'année dernière, puisqu'il y consacre cette année environ quatre-vingt-treize millions de dollars. Plusieurs participants ont suggéré de nouvelles façons d'amener le secteur privé à apporter son concours.

S'agissant de la question de la coordination internationale, les participants à la conférence ont avalisé l'établissement, au sein de l'ONU, d'un Service d'action sur les mines qui servirait de mécanisme de coordination entre les diverses institutions de cette organisation et pour les actions menées conjointement avec des partenaires extérieurs à l'ONU. Les gouvernements donateurs ont décidé d'intensifier leurs consultations sous l'égide d'un groupe d'appui présidé par la Norvège. La Suisse a ouvert à Genève un Centre de déminage humanitaire qui a pour mission d'assurer des services de gestion de l'information au profit de l'ONU, de créer des outils pédagogiques à l'intention de la formation de démineurs dans les pays touchés et d'établir des liens d'information et de communication entre les centres de coordination des activités de déminage dans ces pays d'une part, et les Nations unies et autres groupes internationaux d'autre part.

La question de la technologie et de son rôle essentiel dans l'accélération des activités de déminage a fait l'objet d'une attention particulière. Les Etats-Unis et la Communauté européenne se sont mis d'accord pour collaborer à trois projets spécifiques, à savoir la

formulation de normes techniques, l'identification d'un réseau mondial d'établissements qui auraient pour fonction d'évaluer les techniques prometteuses de déminage et de les soumettre à des essais, et l'élaboration de projets destinés à examiner l'application des nouvelles techniques à des situations précises sur le terrain. Ces initiatives feront l'objet d'une étroite coordination entre les Nations unies et les Etats désireux d'y participer.

L'aide aux personnes mutilées par des mines terrestres a également retenu l'attention des participants à la conférence. Un certain nombre de recommandations ont été formulées pour améliorer la compilation des données relatives aux besoins des victimes et pour veiller à ce que les secours portés au titre du déminage humanitaire tiennent compte des besoins réels.

D'autre part, la conférence de Washington a pris des mesures concrètes pour exploiter au maximum les compétences des forces armées en matière de déminage. Les militaires qui y participaient ont notamment accepté de mettre leur expertise, sous diverses formes, au service des organismes engagés dans le déminage. Ils se sont également engagés à faciliter l'échange d'informations entre eux.

Les participants à la conférence, on le voit, ont proposé un éventail impressionnant d'informations et d'idées, et des progrès considérables ont été faits sur le terrain de l'identification de stratégies susceptibles d'accélérer le déminage humanitaire. Les participants ont tous reconnu l'urgence de la tâche à accomplir et ils sont convenus que l'on pourra compter en années, et non pas en décennies, le temps à mettre pour atteindre l'objectif de «zéro victime» si la communauté internationale coordonne efficacement son action et qu'elle consacre un niveau adéquat de ressources.

Les nombreuses conférences qui se sont succédé – et d'autres suivront dans l'année à venir – ont réussi à mobiliser l'attention, les ressources et l'action de la communauté internationale au profit de l'élimination des mines terrestres; le moment est manifestement venu où il faut concrétiser les résultats de ces rencontres en agissant sur le terrain dans les pays affectés par les mines. Les Etats-Unis se félicitent à l'idée d'œuvrer avec leurs partenaires de la communauté internationale à l'éradication, d'ici à l'an 2010, du fléau que sont les mines terrestres pour les populations. Nous sommes convaincus de disposer maintenant d'une base solide qui nous permettra d'atteindre cet objectif. ●

LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE SECURITE : LES DEFIS DU XXI^E SIECLE

Joseph Nye
Doyen de la John F. Kennedy School of Government
Université Harvard

Les Etats-Unis vont continuer, dans un avenir prévisible, à avoir les moyens d'influencer le cours des événements mondiaux en collaborant avec leurs alliés et avec les Etats qui partagent leurs idées afin de contenir et parfois de régler les conflits, déclare Joseph Nye. Il note cependant que les Etats-Unis devront faire face à un nouveau type de danger, à savoir le risque de voir des terroristes utiliser des armes de destruction massive ou lancer contre des infrastructures essentielles des attaques auxquelles nos instruments traditionnels de sécurité ne sont pas en mesure de faire face. Avant d'assumer son poste actuel de doyen de l'Ecole John Kennedy de sciences politiques à Harvard, M. Nye a été ministre adjoint de la défense pour les questions de sécurité internationale, en 1994 et 1995; président du « National Intelligence Council », qui coordonne les évaluations des services du renseignement pour le président, en 1993 et 1994; et, de 1977 à 1979, adjoint du sous-secrétaire d'Etat à l'aide militaire, aux sciences et à la technologie.

Au cours de la dernière décennie, le monde a été le témoin d'importants changements dans les rapports de puissance. L'Union soviétique s'est effondrée, et la puissance de la Russie reste en déclin. L'influence de la Chine, en revanche, s'est rapidement accrue et il est probable que cette tendance va se poursuivre. Cependant, malgré ces changements spectaculaires, l'équilibre des forces dans le monde est essentiellement le même qu'en 1990 : les Etats-Unis sont toujours la seule superpuissance qui possède des atouts mondiaux dans tous les domaines de la puissance : militaire, économique et politique. A l'aube d'un siècle nouveau, les prédictions de ceux qui, il y a encore une dizaine d'années, considéraient un déclin américain comme inévitable, s'avèrent erronées.

Cela ne veut pas dire qu'un monde unipolaire ait remplacé l'équilibre bipolaire de la guerre froide. Il y a, en matière de sécurité et sur les plans économique et politique, de nombreux objectifs que les Etats-Unis ne peuvent atteindre à eux seuls. Il ne serait pas juste non plus de qualifier le monde de multipolaire alors qu'il manque à tous les Etats, sauf aux Etats-Unis, une ou plusieurs ressources clés. La puissance est plutôt répartie selon un schéma complexe, un peu à la façon d'un échiquier à trois niveaux. Au niveau supérieur, la puissance militaire est pour ainsi dire unipolaire, les Etats-Unis étant le seul pays à posséder à la fois des

armes nucléaires intercontinentales et d'importantes forces aériennes, navales et terrestres modernes susceptibles d'être déployées dans le monde entier. Au niveau intermédiaire, la puissance économique est tripolaire, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon représentant près des deux tiers de la production mondiale. La croissance de la Chine rendra la puissance économique quadripolaire au début du siècle prochain. Au niveau inférieur de l'échiquier, les relations transnationales qui échappent au contrôle des gouvernements comprennent des protagonistes aussi divers que les banquiers et les terroristes. A ce niveau, la puissance est largement dispersée.

Trois changements intervenus dans la nature de la puissance et des moyens par lesquels elle peut s'exercer sont tout aussi importants que sa nouvelle répartition. Premièrement, les instruments économiques de la puissance internationale gagnent en importance depuis plusieurs décennies. Il ne faudrait pas surestimer cette tendance, comme le font certains en déclarant que la puissance économique a supplanté la puissance militaire en tant qu'élément central de la politique mondiale. Les instruments économiques ne peuvent toujours pas se comparer aux forces militaires pour ce qui est de leurs effets coercitifs et de leur pouvoir de dissuasion. Les sanctions économiques n'ont pas suffi à persuader l'Irak de se retirer du Koweït. Une crise de

sécurité régionale peut, à elle seule, entraîner l'effondrement des marchés financiers et décourager les investissements. En fait, la sécurité politique et la sécurité économique sont étroitement liées, comme on l'a vu lors de la récente crise financière asiatique.

Deuxièmement, les armes modernes ont modifié le rôle de la puissance militaire. Deux tendances contradictoires se manifestent. D'un côté, l'acquisition d'armes nucléaires par les grandes puissances, pendant plusieurs décennies, a rendu extrêmement coûteuse l'éventualité d'un conflit direct entre elles. Ces armes sont donc devenues des instruments hypertrophiés et ne leur sont utiles que pour dissuader d'autres puissances. D'un autre côté, l'évolution des techniques de l'information (y compris les ordinateurs, les détecteurs et les satellites) a donné naissance à une nouvelle génération d'armes intelligentes dotées d'une grande précision et causant des dégâts collatéraux minimes. Ces tendances rendent la puissance militaire moins coûteuse et plus facile à utiliser.

Le troisième changement, peut-être le plus important des trois, est le recours croissant à la manière douce, phénomène attribuable dans une grande mesure à la révolution de l'information qui transforme actuellement le monde. Par manière douce, on entend la capacité d'atteindre par la persuasion plutôt que par la force des objectifs souhaités en politique étrangère. La manière forte, c'est-à-dire l'utilisation de la force militaire ou des sanctions économiques, a pour but de forcer les autres pays à faire ce que nous voulons. La puissance « douce » vise à les amener à vouloir la même chose que nous. Une telle puissance peut reposer sur l'attrait des idées que nous défendons ou sur notre aptitude à établir notre programme de façon à influencer les préférences des autres. Les Etats-Unis continuent à jouer un rôle de premier plan dans ce domaine, comme le prouvent les progrès de la démocratie et de l'économie de marché réalisés dans une trentaine de pays au cours des dix dernières années.

Et pourtant, le paradoxe de la sécurité et de la politique étrangère des Etats-Unis au XXI^e siècle demeure : tout en étant l'Etat le plus puissant du monde, les Etats-Unis ne peuvent atteindre par eux-mêmes tous leurs objectifs internationaux. Notre pays manque des moyens nécessaires, sur le plan international comme sur le plan national, pour résoudre tous les conflits. Dans chaque

cas, son rôle doit être fonction des intérêts américains en jeu et du coût de leur défense. Les Etats-Unis doivent donc continuer à faciliter la formation de coalitions multinationales pour faire face aux menaces communes. La guerre du Golfe et la force de maintien de la paix en Bosnie illustrent ce point.

La fin de la guerre froide a fait reculer l'éventualité d'une guerre mondiale entre grandes puissances, mais elle ne l'a pas supprimée. Les guerres régionales et locales ont plus de chances de se produire que les conflits mondiaux. Néanmoins, la sécurité entre les Etats est maintenant renforcée parce que, entre les grandes puissances, les ressources définies par la territorialité ont perdu de leur importance. Dans le passé, les principaux Etats étaient tentés de chercher à acquérir un territoire, soit pour ses matières premières, son potentiel agricole, ses usines ou son importance stratégique, soit comme base d'attaques militaires ou comme tampon contre les attaques d'autres pays. Les raisons qui militent en faveur de l'acquisition de territoire par la force sont beaucoup moins fortes qu'autrefois. La production économique moderne dépend tout autant du capital humain et des services que du territoire. Chose plus importante peut-être, les conflits entre grandes puissances sont devenus moins probables parce qu'un grand nombre de ces puissances sont déjà démocratiques ou aspirent à l'être et que l'histoire nous montre que les démocraties progressistes risquent moins de se faire la guerre. C'est pourquoi le progrès de la démocratisation en Russie, et de la libéralisation et des droits de l'homme en Chine sont des objectifs de la politique américaine, tant sur le plan de la sécurité que sur le plan moral.

En ce qui concerne les conflits régionaux et locaux, la puissance américaine peut être un important facteur pour limiter leur fréquence et leurs effets destructeurs. Dans certains cas, il est même possible de réduire l'ampleur des conflits dans les différends civils et intérieurs. Les Etats-Unis ne peuvent pas être le gendarme du monde, un rôle que le public américain ne souhaite d'ailleurs pas, mais ils peuvent parfois servir de « chef de détachement » qui amène les coalitions changeantes d'amis et d'alliés à s'attaquer à des problèmes communs de sécurité. Cela exige que l'on porte une attention suivie aux institutions et alliances qui donnent du poids à la puissance américaine. Cela exige également qu'on investisse dans les forces armées et

qu'on prête attention à leur déploiement dans le monde.

Le budget américain de la défense a été réduit de quarante pour cent et les effectifs des forces armées d'un tiers par rapport à ce qu'ils étaient quand la guerre froide battait son plein. Néanmoins, nous avons encore cent mille soldats stationnés en Europe, cent mille en Asie et vingt mille dans la zone du golfe Persique. Ajoutés à la mise en place de matériel et aux manœuvres conjointes avec nos alliés et pays amis, ces moyens aident à déterminer le climat politique dans les régions menacées, et agissent donc comme une forme de défense préventive. Ces forces sont bien accueillies par la plupart des pays de ces régions. L'OTAN n'a pas perdu sa popularité en Europe et elle adapte sa mission au monde de l'après-guerre froide. En Asie, un grand nombre de dirigeants craignent qu'un retrait américain ne mène à une course aux armements dans la région et à la fin de la stabilité politique sur laquelle repose sa remarquable croissance économique. Quand, en 1995, le ministère américain de la défense a publié son rapport sur la stratégie des Etats-Unis en Asie de l'Est, promettant de maintenir leurs alliances et leurs déploiements de troupes, ce document a été généralement bien accueilli.

La sécurité, à l'ère de l'après-guerre froide, est gravement menacée par la prolifération des armes de destruction massive, mais jusqu'à maintenant, le bilan de la non-prolifération a été impressionnant. En 1963, le président John Kennedy prédisait qu'il y aurait, à notre époque, des dizaines d'Etats dotés de l'arme nucléaire. Il est certain qu'un grand nombre d'Etats sont capables de mettre au point de telles armes. Mais la plupart d'entre eux ont décidé d'y renoncer. Il y a les cinq Etats dotés d'armes nucléaires énumérés dans le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1970 (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Chine); l'Inde et le Pakistan, qui ont récemment procédé à des essais nucléaires et, de réputation, Israël; l'Afrique du Sud, qui avait mis au point une demi-douzaine de bombes dans les années 1980, et qui les a par la suite abandonnées; enfin, des Etats récalcitrants comme l'Irak et la Corée du Nord qui ont été forcés de mettre fin à leurs programmes. La prorogation permanente du TNP, en 1995, a été un signe encourageant de la solidité du régime de non-prolifération.

La plus grande menace de l'ère nucléaire est maintenant le problème dit des « bombes baladeuses », c'est-à-dire le risque que des bombes ou matières nucléaires réussissent à échapper au contrôle des autorités dans les Etats de l'ex-Union soviétique et à devenir disponibles sur le marché noir. L'aide des Etats-Unis à la Russie dans ce domaine, par l'intermédiaire du Programme de réduction de la menace par la coopération (« Cooperative Threat Reduction Program », ou CTR), qu'administre le ministère de la défense, reflète l'adaptation de la politique de sécurité à un monde nouveau. La politique de non-prolifération sous tous ses aspects, y compris celle des armes chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, demeure l'un des éléments fondamentaux de notre politique en matière de sécurité.

Enfin, il y a un aspect du problème de sécurité qui ne peut être résolu par des moyens militaires classiques. Il s'agit du danger de voir des terroristes utiliser des armes de destruction massive. Pendant quarante ans, les Américains ont vécu dans la hantise d'une attaque nucléaire soviétique. La fin de la guerre froide a fait reculer la perspective d'un holocauste nucléaire mais, paradoxalement, le risque d'une explosion nucléaire à l'intérieur des Etats-Unis s'est probablement accru. Et la menace n'est pas exclusivement nucléaire. Il est plus facile pour des terroristes d'acquérir des armes biologiques et chimiques telles que le bacille du charbon, le ricin ou le sarin, que des matières nucléaires.

On a assisté, ces dernières années, à l'apparition d'un nouveau type de terroriste, un terroriste moins intéressé par la promotion d'une cause politique que par l'élimination de ce qu'il considère comme l'incarnation du mal. Ses mobiles reposent souvent sur une conception faussée de la religion et il considère les armes de destruction massive comme un moyen approprié pour parvenir à ses fins. Ces moyens sont de plus en plus accessibles. Le progrès des mafias dans les Etats de l'ex-Union soviétique s'est accompagné d'un accroissement de la contrebande de matières nucléaires (fort heureusement en petites quantités jusqu'à présent). Les agents chimiques et biologiques peuvent être produits par des étudiants d'université ou des laborantins. Les recettes sont disponibles sur Internet. En 1995, les membres d'une secte japonaise ont utilisé le sarin dans le métro de Tokyo, tuant douze personnes.

Ils ont aussi testé des agents biologiques. Récemment, le président Clinton a signé des directives présidentielles faisant du terrorisme et des menaces aux infrastructures clés (y compris les réseaux d'information) l'une des priorités de la politique américaine en matière de sécurité.

En conclusion, le monde de l'après-guerre froide contient à la fois des éléments favorables et des éléments défavorables à la politique américaine en matière de sécurité. Sur les plans militaire et économique, les Etats-Unis ont des chances de rester la puissance prépondérante dans un avenir prévisible. Aucun autre Etat ne possède une puissance égale à la leur. L'éventualité d'une guerre entre grandes puissances

est peu probable. Les Etats-Unis ont les moyens d'influencer la donne mondiale de façon à réduire les futures menaces. Cela signifie, non pas que les Etats-Unis peuvent (ou veulent) jouer le rôle de gendarme du monde ou qu'ils seraient en mesure de maîtriser tous les conflits, mais que, lorsqu'ils décident de former des coalitions avec leurs alliés et avec les pays qui partagent leurs idées, ils ont une possibilité de contenir et, parfois, de régler les conflits. En revanche, au niveau transnational, où la puissance est très dispersée et où personne n'est maître de la situation, on assiste à l'apparition d'un nouveau type de danger auquel nos instruments traditionnels de sécurité ne peuvent faire face. C'est un domaine qui exigera davantage d'attention à l'avenir. ©

EDIFIER LA SECURITE REGIONALE : LE PARTENARIAT ENTRE LES ONG ET LES POUVOIRS PUBLICS

James Notter et John McDonald

La coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les pouvoirs publics « permet aux deux groupes d'agir avec plus de force et d'efficacité dans l'accomplissement de leurs missions », notent les auteurs. Lorsque ces deux entités coopèrent harmonieusement, en respectant leurs différences de structure, de ressources et de capacités et en en tirant parti, « les mécanismes de renforcement de la paix et de la stabilité dans le monde entier fonctionnent de manière plus productive ». M. McDonald est président et cofondateur de l'« Institute for Multi-Track Diplomacy » (IMTD, Institut pour la diplomatie à voies multiples) à Washington. M. John Notter est chargé de programmes au sein de cet institut.

Dans les domaines de la sécurité mondiale et de la stabilité régionale, le gouvernement des Etats-Unis a un allié important, mais souvent méconnu, dans la communauté des ONG. En fait, au cours des dernières décennies, il apparaît de plus en plus clairement que les organes non officiels, et parmi eux les ONG, jouent un rôle de plus en plus important dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de la nation. Il existe un segment particulier de la communauté des ONG qui s'intéresse aux questions de « règlement des conflits » ou « de diplomatie parallèle » ; ces ONG œuvrent de manière non officielle, souvent en coopération avec les autorités publiques, pour contribuer à résoudre dans le monde entier les conflits ethniques qui représentent une menace majeure pour la stabilité et la paix régionales.

L'idée que les gouvernements peuvent et doivent travailler de concert avec les entités non gouvernementales pour formuler et mettre en œuvre la politique étrangère de la nation n'est, certes, pas nouvelle. Le terme de « diplomatie parallèle » a été inventé en 1981 par un ancien diplomate des Etats-Unis, Joseph Montville, afin de décrire les efforts déployés par les particuliers et les organisations non officielles pour résoudre les conflits. Cette diplomatie repose sur le principe que les autorités nationales ne sauraient à elles seules assurer la paix et résoudre les conflits. Les interventions officieuses, informelles, en coulisses, jouent un rôle vital dans le règlement des conflits et la promotion de la sécurité régionale.

Le réel défi en matière de diplomatie parallèle se situe au niveau délicat des relations entre les milieux officiels

et les milieux non officiels. Ceux qui interviennent à titre officieux n'aiment pas se sentir poussés ou se voir imposer des limites arbitraires lorsqu'ils explorent des possibilités politiques ou des processus auxquels les pouvoirs publics sont opposés. Le rejet officiel d'un plan diplomatique obtenu par la voie parallèle condamne le projet à mort.

Pendant, les autorités doivent être tenues au courant et les praticiens de la diplomatie parallèle doivent savoir que, s'ils veulent voir leur initiative aboutir, ils devront vraisemblablement coordonner leurs activités avec celles des représentants officiels. Ce sont en effet les autorités publiques qui sont chargées des négociations, de la signature et de la ratification des traités et autres instruments officiels qui viendront entériner les résultats des initiatives non officielles.

Ces deux composantes importantes du système d'établissement de la paix ont une efficacité accrue lorsqu'elles œuvrent non pas séparément, mais en coopération. Leur intervention peut être bénéfique à condition qu'il y ait acception et appui mutuels. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de la sécurité et de la stabilité régionale, où les ONG et les entités gouvernementales interviennent simultanément pour résoudre les conflits ethniques, mais à des points d'accès distincts et selon différentes modalités.

Pendant la guerre froide, avant même que le terme n'ait été inventé, nombre d'ONG et de particuliers s'employaient par les voies de la diplomatie parallèle à jeter des ponts entre les deux superpuissances, et s'efforçaient d'obtenir un apaisement des conflits et des

crises qui, vu les capacités nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique, étaient porteurs de graves menaces.

L'«American Friends Service Committee» et le «Moral Re-Armament» ont agi officieusement dans le domaine des relations entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, et entre la France et l'Allemagne dans les années 50 et 60. Plusieurs particuliers et journalistes éminents ont pris part à des dialogues officieux lors de crises, notamment celles de la République dominicaine de 1965 et des missiles cubains de 1962. La Conférence de Dartmouth, groupe non gouvernemental de dialogue s'intéressant aux questions de la guerre froide, a mené ses activités de 1959 à la fin des années 80. Le groupe s'est réuni de nombreuses fois pendant cette période, pour discuter de manière informelle des grandes différences qui existaient alors entre les deux blocs. Même aux moments où les représentants officiels des deux nations refusaient toute rencontre, ils demandaient que les réunions du groupe de Dartmouth se poursuivent afin de garder la porte ouverte et de maintenir les échanges d'informations entre les deux adversaires.

A l'aube du nouveau millénaire, il semble que les acteurs non officiels, et notamment les ONG, continueront de jouer un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère. Cela pourra se faire selon diverses modalités, notamment par des relations très spécifiques entre plusieurs ONG s'efforçant de résoudre des conflits déterminés (celui de Chypre, par exemple), par des ONG locales intervenant dans une région déchirée par les conflits ethniques et déstabilisée (Corne de l'Afrique), et par le biais de relations entre des organisations intergouvernementales et des ONG (Bosnie).

CHYPRE

L'IMTD, de Washington, et le «Conflict Management Group» (CMG, Groupe de gestion des conflits), de Cambridge (Massachusetts), ont uni leurs forces pour former le «Consortium de Chypre» afin de mettre en place dans ce pays un programme de formation consacré au règlement des conflits. Le gouvernement des Etats-Unis souhaite mettre fin à ce conflit, comme l'indique la récente nomination de M. Richard

Holbrooke (négociateur des accords de paix en Bosnie) au poste d'émissaire spécial du Président à Chypre. M. Holbrooke et d'autres fonctionnaires américains qui s'efforcent de résoudre le conflit chypriote concentrent leur attention sur les dimensions politiques du conflit et sur les négociations officielles parrainées par les Nations unies. Les travaux du Consortium de Chypre, eux, se situent au niveau social et offrent aux Chypriotes grecs et turcs l'occasion de travailler côte à côte, d'établir des relations de confiance et de montrer à leurs collectivités respectives tout le potentiel de la coopération. Le Consortium a dispensé à plusieurs centaines de Chypriotes des deux ethnies une formation au règlement des conflits, à la formulation et à la gestion de projets, et à la conception et à l'exécution de programmes de formation. Ce groupe de travailleurs de la paix a organisé des dizaines de projets destinés aux deux collectivités, notamment des concerts et des programmes pour la jeunesse, et a facilité des séances de discussion sur le conflit chypriote.

D'entrée de jeu, les relations entre le Consortium et les fonctionnaires américains ont été caractérisées par la coopération et le soutien mutuel. Le Consortium informe le gouvernement américain de toutes ses activités, et le personnel de l'ambassade et les représentants officiels à Washington consultent souvent le personnel du Consortium sur les questions qu'il est en train de traiter. De même, le Consortium a souvent demandé l'appui du personnel de l'ambassade lors de la formulation et de la mise en œuvre de ses programmes de formation. Lorsque les travaux au niveau des collectivités ont atteint un certain stade de leur développement, l'ambassade a même nommé un coordonnateur spécial pour les affaires bicommunautaires, chargé d'assurer la liaison entre l'ambassade et les Chypriotes grecs et turcs qui œuvrent au règlement du conflit.

Lorsque les contacts entre les deux collectivités ont été interrompus par les autorités chypriotes turques en décembre 1997, l'Ambassade des Etats-Unis a publié une déclaration visant à encourager le rétablissement des relations. Un porte-parole de l'ambassade a noté que si les activités communes aux deux collectivités ne suffiraient pas à résoudre le problème chypriote, il n'en demeurerait pas moins que la libre association qu'elles autorisaient était l'essence même de la société civile.

Une telle déclaration montre bien que les travaux des instances officielles et des ONG en vue du règlement des conflits et de la stabilité régionale ne sont pas des objectifs distincts et indépendants. Les efforts des responsables de la politique étrangère des Etats-Unis et les travaux des ONG au niveau des collectivités peuvent converger en faveur de la réalisation des objectifs spécifiques de chacun des partenaires.

CORNE DE L'AFRIQUE

On trouve dans la région de la Corne de l'Afrique un autre exemple de la coopération des autorités gouvernementales et des ONG dans les domaines de la stabilité régionale et du règlement des conflits. En 1994, le président Clinton a lancé l'Initiative en faveur de la « Grande » Corne de l'Afrique (Greater Horn of Africa Initiative, GHAI), dans le cadre des activités de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Dans un document d'analyse initial intitulé « Jeter les fondations de la sécurité alimentaire et de la prévention des crises dans la Grande Corne de l'Afrique », les responsables de l'Initiative ont exposé le programme qu'ils entendaient mettre en œuvre pour assurer la stabilité et la sécurité alimentaire dans la région. Ils reconnaissaient l'importance des relations qui existent entre l'aide au développement et les secours d'urgence d'une part, et la prévention des guerres, la gestion des crises et le règlement des conflits d'autre part.

Chose plus importante, ils reconnaissaient aussi explicitement et d'entrée de jeu les relations qui unissent les autorités gouvernementales, les organisations intergouvernementales et les ONG. Dans son document d'analyse, l'Initiative est décrite comme « un effort de collaboration entre les Etats africains, les organisations non gouvernementales, les particuliers intéressés, l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD) et la communauté internationale des donateurs afin d'attaquer les causes profondes de l'insécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique ». L'IMTD est l'une des diverses ONG qui ont été consultées lors de la formulation du rapport et de la conception des activités qui en ont découlé. L'IMTD a également coopéré dans le cadre d'un programme de formation organisé par le « United States Institute for Peace » (Institut des Etats-Unis pour la paix), organisme apolitique financé par le

Congrès des Etats-Unis, et le personnel affecté à la mise en œuvre de l'Initiative en faveur de la Grande Corne de l'Afrique.

Enfin, on a récemment lancé une demande de propositions en vue de former une équipe d'ONG qui serait chargée de la gestion d'un programme de financement d'ONG participant à cette Initiative. Ce programme octroiera des subventions directes aux ONG locales. Il œuvrera également en faveur du renforcement institutionnel, lequel favorisera le développement du secteur des ONG dans la région. Dans ce cas, comme on le voit, les ONG ont aidé l'USAID à élaborer ce programme de dix millions de dollars ; ce sont elles qui sont chargées au premier chef de l'exécution du programme, et les bénéficiaires de l'aide sont les ONG de la région.

OSCE

Notre dernier exemple met en évidence les relations entre les ONG et une organisation intergouvernementale, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE œuvre en étroite coopération avec de nombreuses ONG, tant américaines que locales, pour organiser et mettre en œuvre des programmes destinés à appuyer en Bosnie l'application des aspects civils des accords de Dayton. En décembre 1996, l'OSCE a demandé à l'IMTD de participer avec elle à l'œuvre de renforcement de la paix au niveau social en Bosnie. Grâce au financement de l'Agence d'information des Etats-Unis, l'IMTD a assuré la formation de soixante-dix représentants des communautés serbes, musulmanes et croates de Bosnie-Herzégovine. L'OSCE a joué un rôle essentiel en tant qu'organisatrice des séances de formation dans les cinq villes où celles-ci ont eu lieu, en y établissant une « zone de sécurité » pour tous les participants.

Comme tous les exemples ci-dessus l'indiquent, la coopération des autorités publiques et des ONG dans les domaines de la politique de sécurité et de la stabilité régionale prend de l'ampleur. Les ONG, tant nationales qu'étrangères, notamment dans les régions instables ou en proie aux conflits, ne sont pas simplement d'utiles ressources pour les responsables politiques ; ce sont également des partenaires importants. Le partenariat entre les ONG et les autorités permet aux deux groupes d'agir avec plus de force et d'efficacité dans

l'accomplissement de leurs missions. Elles conservent toutes deux leurs caractéristiques propres, le but visé n'étant pas de fusionner ces deux groupes au sein d'un même système. Au contraire, lorsque ces deux entités

coopèrent harmonieusement, en respectant leurs différences de structure, de ressources et de capacités et en en tirant parti, les mécanismes de renforcement de la paix et de la stabilité dans le monde entier fonctionnent de manière plus productive. ●

LE DEMINAGE HUMANITAIRE AU RWANDA: L'HISTOIRE D'UN SUCCES

Matthew Murphy
Directeur principal des programmes
Service des Programmes de déminage humanitaire
Département d'Etat

(Aujourd'hui, le programme américain de déminage humanitaire au Rwanda a atteint, selon M. Murphy, son « rythme de croisière », ce qui est la « mesure du succès » des programmes de déminage parrainés par les Etats Unis. Ces derniers continueront de fournir les ressources nécessaires au Rwanda, afin qu'il puisse se débarrasser du « fléau des mines terrestres ». M. Murphy est le directeur principal des programmes du Service des programmes de déminage humanitaire du Bureau des affaires politico militaires au sein du département d'Etat. C'est ce service qui est responsable de la coordination des opérations américaines de déminage humanitaire dans le monde entier.)

Le programme américain de déminage humanitaire a un triple objectif: alléger la souffrance humaine, développer les capacités locales de déminage, et promouvoir les intérêts des Etats-Unis dans les domaines de la paix, de la prospérité et de la stabilité régionale.

La principale mesure de l'efficacité du programme est le développement de la capacité d'un pays partenaire de gérer, de diriger et de superviser ses propres opérations de déminage. Le Rwanda, qui est l'un des six pays d'Afrique noire où les Etats-Unis ont mis en œuvre un programme de déminage humanitaire, a atteint ce stade. Des démarches semblables sont en cours en Angola, au Tchad, au Mozambique, en Namibie et au Zimbabwe.

Lorsque le programme américain a débuté au Rwanda, en 1995, la majeure partie du pays était infestée de mines terrestres et de munitions non désamorçées du fait des combats qui avaient eu lieu en 1991 et en 1994. En 1995, le Bureau national rwandais du déminage, établi grâce à un accord bilatéral passé entre les Etats-Unis et le Rwanda, estimait qu'il y avait environ deux cent cinquante mille mines et munitions non explosées à éliminer du territoire. De plus, la poursuite des combats dans le nord ouest du pays engendre des quantités supplémentaires de munitions non désamorçées.

Bien que tous ces engins soient disséminés sur près des deux tiers du territoire du pays, ils sont

particulièrement concentrés dans le nord-est, dans les terres agricoles et les plantations de thé situées près de Kigali. Dans cette zone, les soldats rwandais ont miné les routes, les chemins et les champs afin d'entraver la progression des rebelles du Front patriotique rwandais, qui pénétraient dans le pays en passant par l'Ouganda. En 1994, durant la féroce bataille de trois mois pour la prise de la capitale rwandaise, les zones entourant les écoles, les hôpitaux et les usines ont été truffées de mines. Aujourd'hui, des quartiers entiers de Kigali et de sa banlieue ont été déminés, et des opérations de déminage sont encore en cours.

Lorsque les opérations américaines de déminage ont commencé, les insurrections ethniques avaient dévasté des zones habitables, détruit la main-d'œuvre et anéanti toute perspective de redressement économique. Le personnel militaire et les civils étaient pareillement victimes des mines antipersonnel et antichar. A la fin du conflit, lorsque les réfugiés sont rentrés afin de cultiver la terre, le nombre de victimes parmi les civils a commencé à augmenter. En 1994, les Nations unies rapportaient que l'on comptait en moyenne deux victimes civiles par jour dans les zones minées du pays.

Cependant, les réfugiés rwandais qui rentrent aujourd'hui sont placés dans des logements construits par des organisations non gouvernementales sur des terrains débarrassés de toute mine et de toute munition non explosée par le Bureau national du déminage. Par

exemple, des milliers de Rwandais qui s'étaient réfugiés en Ouganda, fuyant les massacres de Tutsis par les Hutus, l'ethnie majoritaire, sont actuellement réinstallés dans des zones déminées du Parc national de Kagera.

En mai 1995, le personnel militaire américain du Commandement européen a établi un programme de formation à l'intention des soldats de l'Armée populaire rwandaise, qui était déjà dotée d'ingénieurs très capables, nombre d'entre eux ayant été formés au déminage soit aux Etats-Unis, soit en Belgique.

En l'espace de six mois, les soldats américains avaient formé quatre vingt-cinq membres de l'armée rwandaise aux techniques de déminage, et s'étaient arrangés pour leur fournir dix-huit chiens spécialement entraînés à la détection de mines. Les Etats-Unis ont également fourni, dans le cadre de ce programme, deux cent cinquante détecteurs de mines.

Les quatre-vingt-cinq soldats rwandais affectés au Bureau national du déminage sont organisés en escouades comprenant huit à dix démineurs, un médecin et un expert en communications. Le Bureau national du déminage a créé une base de données où sont consignées toutes les informations émanant des opérations sur le terrain.

En 1996, les Etats-Unis ont concentré leurs efforts sur un programme de formation d'instructeurs, enseignant les sujets suivants : déminage, techniques de détection des mines, principes essentiels du désamorçage de munitions, informatique, planification et organisation de campagnes de sensibilisation aux mines, et secours médical d'urgence. Grâce à ce concept de formation d'instructeurs, des soldats rwandais sont devenus des instructeurs qualifiés qui peuvent à leur tour former leurs collègues aux techniques de déminage.

En 1997, le programme a plutôt été axé sur la fourniture d'équipement de déminage, ainsi que de chiens et de maîtres-chiens, afin de soutenir les démineurs formés par les Etats-Unis et de compléter la formation d'une quatrième section de déminage.

L'impact de l'action des Etats-Unis est évident. Plus de

cent soixante kilomètres de routes, indispensables au redressement économique, et plus de deux mille hectares de terres arables, ont été déminés. Dans ces zones, les démineurs rwandais ont détruit plus de deux cents mines antipersonnel et antichar, et désamorcé près de sept mille cinq cents munitions.

Le commandant du Bureau national du déminage estime qu'il reste encore près de cinq mille mines et cent mille munitions non explosées à éliminer. Les démineurs du Bureau ont en outre repéré sept terrains minés. Il faudra trois mois pour nettoyer chacun d'entre eux.

Le Bureau national du déminage dirige en outre des programmes de sensibilisation aux dangers que représentent les mines. Il dissémine ses informations par le biais de la radio, de la télévision, de tee-shirts, de banderoles et d'affiches. Il cible les zones où ont eu lieu les combats les plus ardues, prenant soin particulièrement d'avertir les enfants des dangers que représentent les mines et les munitions non explosées. Le programme de sensibilisation indique également à la population où et à qui signaler la découverte de mines et de munitions non explosées.

Aujourd'hui, nous considérons que le programme de déminage humanitaire au Rwanda a atteint son rythme de croisière, ce qui est la mesure du succès des programmes de déminage parrainés par les Etats-Unis. Le Bureau national du déminage est une heureuse solution au problème des mines et des munitions non explosées au Rwanda. Cet organisme est fier, à juste titre, de ses accomplissements. Cependant, bien que ce Bureau soit techniquement capable de mener sa mission à bien, il a encore besoin du soutien financier de l'extérieur.

De 1995 à 1998, les Etats-Unis ont dépensé six millions de dollars au titre de leur programme de déminage humanitaire au Rwanda. Ils vont continuer de fournir au gouvernement rwandais les ressources nécessaires qui lui permettront de continuer à gérer ce programme de façon efficace. Les Etats-Unis envisagent de consacrer encore 1,2 million de dollars, durant l'année budgétaire 1999, à aider ce pays en situation difficile à se débarrasser du fléau des mines terrestres. ●

LA REDUCTION DE LA MENACE NUCLEAIRE PAR LA COOPERATION

Susan Koch

Sous-secrétaire adjoint à la Défense chargé de la politique de réduction de la menace

« Le programme de réduction de la menace par la coopération (CTR) est l'un des instruments les plus efficaces et les plus utiles mis en œuvre par le gouvernement des Etats-Unis afin d'assurer un environnement international plus stable, de réduire les stocks d'armes de destruction massive et d'en prévenir la prolifération, tout en forgeant des liens solides et durables avec les anciennes républiques soviétiques », affirme Mme Koch.

La loi sur la réduction de la menace nucléaire soviétique, approuvée par le Congrès en 1991, fournit un instrument clé qui permet de répondre à l'une des plus hautes priorités du gouvernement des Etats-Unis : empêcher la prolifération des armes de destruction massive. Connue aujourd'hui sous le nom de Programme de réduction de la menace par la coopération (« Cooperative Threat Reduction Program », ou CTR), cette loi parrainée par le sénateur Richard Lugar, (républicain de l'Indiana) et l'ancien sénateur Sam Nunn (démocrate de Géorgie) est l'un des instruments les plus efficaces du ministère américain de la défense dans le monde de l'après guerre froide.

Dès sa conception, le programme CTR a visé cinq objectifs : aider l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie à devenir des Etats non dotés d'armes nucléaires, et à éliminer de leurs territoires les systèmes de vecteurs stratégiques et l'infrastructure liée aux armes de destruction massive ; aider la Russie à accélérer la réduction de son armement stratégique pour atteindre les niveaux prévus par le Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques (START) ; réduire la dotation en armes et matériaux fissiles de l'ex-Union soviétique et renforcer la sûreté et la sécurité des armes et matériaux restants ; aider les anciennes républiques soviétiques à éliminer la prolifération des armes chimiques et biologiques, ainsi que l'acquisition de capacités dans ces domaines. En l'espace de sept ans, le programme CTR a inscrit à son actif de remarquables progrès en vue de la réalisation de ces objectifs.

Dès décembre 1991, ce programme a permis de faire

face aux préoccupations concernant l'armement nucléaire au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique ; d'indiscutables succès ont été remportés. Quelque trois mille quatre cents ogives nucléaires ont été rendues à la Russie par les « Etats successeurs » de l'Union soviétique. Le Kazakhstan est devenu un Etat non nucléaire en 1995, et l'Ukraine et la Biélorussie l'ont suivi en 1996.

Ces trois Etats sont signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Au Kazakhstan et en Ukraine, les programmes de démantèlement des vecteurs stratégiques et de l'infrastructure liée à l'armement nucléaire, notamment les installations de stockage et de formation, se poursuivent à l'heure actuelle.

Le programme CTR permet de coopérer avec la Russie pour que celle-ci se conforme aux exigences d'élimination des armes stratégiques offensives dans le cadre du traité START et autres accords de désarmement. Les projets en cours comprennent l'élimination des missiles balistiques lancés à partir de sous-marins, des sous-marins armés de missiles balistiques, des missiles balistiques intercontinentaux et de leurs silos, des bombardiers lourds, des moteurs-fusées et des carburants liquides.

Un autre grand volet du programme CTR est la sûreté et la sécurité des armes nucléaires russes pendant leur transport et au stockage. Le programme a permis à la Russie d'améliorer la sécurité des entrepôts d'armes, notamment grâce à un système automatisé de surveillance et de gestion des stocks. Cela permet au

ministère russe de la défense de renforcer la vigilance. Afin d'assurer la sécurité des armes nucléaires pendant leur transport, la Russie a reçu des superconteneurs, des couvertures balistiques lourdes, et des systèmes de sécurité pour wagons de chemin de fer.

L'un des principaux obstacles à la mise au point d'armes nucléaires est celui de l'acquisition de quantités suffisantes de matières fissiles. Dans le cadre du programme CTR, on a récemment pris une initiative importante pour convertir les réacteurs russes produisant actuellement du plutonium militaire. Ils continueront à produire de l'énergie, ce qui est indispensable, mais sans générer de plutonium. Cela éliminera les risques de prolifération de matières fissiles que présentent actuellement ces réacteurs. Le programme CTR permet en outre de financer un projet destiné à assurer le stockage des matières fissiles provenant du démantèlement des armes nucléaires dans de bonnes conditions de sécurité, et sans danger pour l'environnement.

Le programme CTR œuvre également à la promotion de l'élimination des armes chimiques et, dans ce dessein, a entrepris la conception et la construction des installations de destruction d'armes chimiques à Shchuch'ye (Russie). D'autres initiatives du programme aideront à éliminer les capacités actuelles de production d'armes chimiques.

Le CTR parraine également des programmes de défense et de prises de contacts entre militaires afin d'instaurer un climat de coopération dans les relations entre les Etats-Unis et les Etats de l'ex-Union soviétique, et de promouvoir une meilleure compréhension entre les soldats. Le programme CTR a également permis de financer l'établissement de communications entre les gouvernements de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan, qui fournissent des moyens fiables leur permettant de s'acquitter de leur obligation de faire des rapports concernant la maîtrise des armements. Par ailleurs, ces mesures renforcent la confiance et favorisent le respect mutuel.

Un certain nombre de nouvelles initiatives ont été lancées ces dernières années dans le cadre du programme CTR, notamment la signature d'accords-cadres avec la Moldavie, la Géorgie et l'Ouzbékistan. Au titre de ces accords, les Etats-Unis ont acheté vingt

et un MIG à la Moldavie en 1997 afin d'empêcher l'acquisition de ces appareils à capacités nucléaires par des états belligérants qui s'y intéressaient. Toujours grâce au programme CTR, on est parvenu cette année à enlever cinq kilos d'uranium enrichi d'une centrale nucléaire désaffectée située dans la proche banlieue de Tbilissi (Géorgie).

Le succès de ce programme et la réduction des menaces auxquelles sont exposés les Etats-Unis en font un élément indispensable de la sécurité nationale. Les initiatives financées dans le cadre du programme CTR ont abouti à ce jour à la désactivation de quatre mille sept cents ogives nucléaires, à la destruction de trois cent dix-neuf missiles balistiques intercontinentaux et à la mise hors service de deux cent cinquante-quatre silos, au démontage de trente-sept bombardiers de longue portée et de plus de mille missiles de croisière aéroportés, à l'élimination de quatre vingt-seize missiles balistiques lancés par des sous-marins, et à la fermeture de cent trente et un tunnels d'essais nucléaires.

Dans le cadre du programme CTR, on est constamment à la recherche de nouvelles possibilités de réduction des risques de prolifération et d'élimination des armes de destruction massive. Les travaux visant à ramener la dotation en armes nucléaires de la Russie en-dessous du niveau requis par START II ont déjà commencé. Le président Clinton et son homologue russe, le président Boris Eltsine, ont discuté l'année dernière de réductions plus importantes dans le cadre de l'Initiative d'Helsinki, et ont exprimé le désir des Etats-Unis et de la Russie de négocier START III. Le programme CTR s'attache actuellement à définir les modalités optimales de mise en œuvre de cette nouvelle initiative.

Le programme CTR est l'un des instruments les plus efficaces et les plus utiles mis en œuvre par le gouvernement des Etats-Unis afin d'assurer un environnement international plus stable, de réduire les stocks d'armes de destruction massive et d'en prévenir la prolifération, tout en forgeant des liens solides et durables avec les anciennes républiques soviétiques. Il est la manifestation de la conviction partagée des parties concernées que la prolifération des armements est une question à laquelle toutes les nations doivent faire face et que les problèmes de demain peuvent être résolus par la coopération d'aujourd'hui. Le Congrès a attribué

plus de deux milliards de dollars au programme CTR au cours des sept dernières années, ce qui ne représente toutefois que moins de 0,5 % du budget américain de la défense pour la même période. En l'absence de ce

programme, les conflits et les attaques terroristes auraient été selon toute vraisemblance d'un coût considérablement plus élevé pour les Etats-Unis.



AFRIQUE CENTRALE : LE RAYONNEMENT DE LA DEMOCRATIE NOURRIT LA PAIX ET LA SECURITE

*Entretien avec M. Paul Trivelli
Ancien directeur adjoint chargé des affaires relatives à l'Amérique centrale
Département d'Etat*

La propagation des valeurs démocratiques en Amérique centrale a eu pour effet d'accroître la stabilité dans la région, affirme M. Paul Trivelli, qui assumera ce mois-ci les fonctions de chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa, au Honduras. Antérieurement directeur adjoint chargé des affaires relatives à l'Amérique centrale au sein du Département d'Etat, M. Trivelli ajoute que les Etats-Unis continuent de soutenir les actions visant à cimenter la démocratie dans la région tout en encourageant la libéralisation économique. Propos recueillis par Dian McDonald.

QUESTION : A votre avis, quels sont les principaux facteurs qui ont contribué au progrès de la démocratisation en Amérique centrale?

M. TRIVELLI : Il me semble que la progression de la démocratisation en Amérique centrale s'inscrit dans la logique de la fin de la guerre froide. J'ai l'impression que c'est ce qui a aidé l'Amérique centrale, et en particulier le Salvador et le Nicaragua, à évoluer sur la voie de la démocratie et à consolider leurs acquis dans ce domaine.

Ainsi le Nicaragua a-t-il été le théâtre d'événements remarquables ; je veux parler de l'élection de Mme Violetta Chamorro à la présidence, en 1990, et de la défaite électorale des sandinistes ; et il y a une vingtaine de mois, M. Arnaldo Aleman a pris la relève. C'était vraiment la première fois dans l'histoire du Nicaragua qu'on voyait se succéder à la présidence deux civils élus. Voilà qui illustre on ne peut mieux les balbutiements de l'institutionnalisation de la démocratie dans la région.

De même, au Salvador, la fin de la guerre froide a relancé le processus de paix. Les accords de paix conclus en 1992 avaient été négociés avec le concours des Etats-Unis, des Nations Unies et d'autres intervenants. Depuis, le FMLN (Front de libération nationale Farabundo Martí, ancien mouvement rebelle) a déposé les armes et est devenu un parti politique en bonne et due forme. Il s'en est d'ailleurs bien tiré lors des élections de l'année dernière. En fait, le candidat qui a été élu maire de San-Salvador se présentait sur une liste coalisée où figuraient des représentants du FMLN.

C'est dire à quel point la région a connu des changements absolument incroyables au cours des huit ou dix dernières années.

Q : Pouvez-vous expliquer précisément en quoi la fin de la guerre froide a favorisé la démocratisation en Amérique centrale?

M. TRIVELLI : La première conséquence immédiate, c'est que les Soviétiques et les Cubains, pour ne citer qu'eux, ont cessé de soutenir les factions rebelles dans la région, soit par choix, soit parce que c'était devenu très difficile, peut-être même impossible. De surcroît, divers événements survenus dans le monde, tels les débuts de la démocratisation en Europe de l'Est et la chute du mur de Berlin, ont démontré on ne saurait plus clairement la faillite des régimes étatistes de type marxiste. Il est également devenu évident que toute une nouvelle série de questions allait prendre de l'importance. Il ne s'agissait plus d'un conflit idéologique, d'une simple confrontation militaro-géopolitique entre l'Est et l'Ouest. Il allait falloir s'attaquer à d'autres questions d'intérêt transnational, et tout cela a commencé en 1989-1990.

Q : En quoi le rayonnement de la démocratisation en Amérique centrale a-t-il rehaussé la stabilité dans la région ?

M. TRIVELLI : Depuis la signature des accords de paix au Guatemala en décembre 1996, et pour la première fois depuis trente ou quarante ans, la région tout entière vit en paix. C'est assurément une bonne chose. Comme

les gouvernements de la région ne sont pas en train de se faire la guerre, ils peuvent davantage se concentrer sur la création d'institutions, le redressement économique et le renforcement du processus démocratique. De même, le gouvernement des Etats-Unis, notamment par l'entremise de l'Agence pour le développement international (USAID), a pu se mettre à affecter davantage de ressources à ce genre de questions, à savoir la création d'institutions, l'administration de la justice et la professionnalisation des forces de l'ordre recrutées parmi les civils.

Je crois donc que la démocratisation a eu un effet bénéfique sur la stabilité de la région, ce qui est évidemment dans l'intérêt des Etats-Unis. Il est toujours dans notre intérêt d'avoir des voisins stables qui ne se font pas la guerre, des voisins dont les habitants ne viennent pas chez nous en qualité de réfugiés ou d'immigrants en situation irrégulière, des voisins dont la population et l'économie se développent. Nous pouvons en effet exporter davantage dans ces pays et encourager aussi la réforme économique. Tout cela a du bon.

Certes, nous nous sommes intéressés de près à l'Amérique centrale pratiquement tout au long de notre histoire, et notre intervention est particulièrement notable depuis la fin des années 1970. Ainsi avons-nous mis en œuvre toute une série de programmes à l'intention de la région, par exemple dans le cadre des programmes IMET (Programme international d'instruction et d'entraînement militaires) que finance le ministère de la défense des Etats-Unis, conscient de l'importance des relations entre civils et militaires et de la primauté du pouvoir civil sur la puissance militaire. Nous avons également parrainé de nombreux programmes de réformes judiciaires pour donner à l'appareil judiciaire et aux avocats la formation, les ressources et les codes nécessaires à la modernisation du système, ce qui permet à la population d'avoir pour la première fois le sentiment que la justice fonctionne de façon équitable, honnête et rapide.

Nous avons épaulé les conseils électoraux pour veiller dans la mesure de nos moyens à ce qu'ils disposent de la formation et de l'équipement nécessaires au déroulement d'élections loyales. Nous avons même dépêché des observateurs électoraux et financé de nombreuses organisations non gouvernementales pour

qu'elles se chargent elles aussi de surveiller les élections. Je ne vous cite là qu'un tout petit nombre d'exemples des actions que nous avons entreprises, mais toutes ont ceci en commun qu'elles ont encouragé l'implantation de la démocratie dans la région.

Soulignons aussi, car c'est important, qu'au moins deux pays d'Amérique centrale jouissent d'une longue tradition démocratique. La démocratie est ancrée de longue date dans les mœurs au Belize, l'ex-Honduras Britannique qui a accédé à l'indépendance en 1981. Et le Costa Rica vit en démocratie depuis 1949, année qui coïncide avec le démantèlement de son armée.

Q : A mesure que la démocratie s'implante dans la région, verra-t-on les Etats-Unis réduire proportionnellement leurs efforts visant à encourager l'expansion ou le maintien ?

M. TRIVELLI : Tout le monde comprend que l'institutionnalisation de la démocratie ne se fait pas du jour au lendemain. On sait qu'il s'agit d'un travail de longue haleine. On se rend compte aussi que les ressources disponibles au titre de l'assistance diminuent chaque jour. Mais je ne vois aucune raison de ne pas maintenir à peu près au niveau actuel nos programmes relatifs à l'administration de la justice et à la formation des forces de l'ordre, ainsi que ceux qui s'insèrent dans l'IMET. En fait, après la signature des accords de paix au Guatemala, nous nous sommes engagés il y a deux ans à verser cent millions de dollars, répartis sur cinq ans, à l'appui du processus de paix. L'engagement des Etats-Unis est donc bien réel, et il le restera probablement à moyen terme.

Je tiens à souligner que, parallèlement à l'encouragement de la démocratisation, nous avons aussi stimulé la libéralisation économique. Ce sont là deux phénomènes qui ont tendance à se renforcer mutuellement. Nous observons en Amérique centrale un haut degré de libéralisation économique qui s'accompagne d'une forte expansion de la démocratie. Ce double phénomène ne me paraît pas fortuit. En fait, ce sont les pays de la région qui nous ont fait part de leur désir de conclure des accords de libre-échange avec les Etats-Unis parce qu'ils en ressentaient l'utilité.

C'est donc l'autre aspect de la question. Nous constatons le caractère poussé de la libéralisation, le

niveau substantiel de la croissance économique et l'intérêt accru que les investisseurs étrangers portent à la région. Tout cela renforce la démocratie – au moins indirectement, dans la mesure où les individus qui ont le sentiment d'avoir un avenir économique et de voir leur existence s'améliorer sont beaucoup plus susceptibles de participer à la démocratie. La démocratie ne peut pas faire long feu si la population ne voit pas les dividendes qui en découlent. On perd son temps à plaider en faveur d'un tel régime si ses avantages directs restent méconnus de l'électorat. Or le progrès économique est l'un de ces avantages. C'est ce que nous voyons en Amérique centrale.

Q : Comment les organisations régionales et les Etats-Unis s'y prennent-ils pour appuyer les entités à même d'encourager la démocratisation et la sécurité régionale en Amérique centrale ?

M. TRIVELLI : Depuis quelques années, nous nous efforçons d'affronter les questions relatives à l'Amérique centrale sur une base régionale au moins jusqu'à un certain point. Par exemple, la secrétaire d'Etat a eu des entretiens collectifs avec les ministres des affaires étrangères des pays de la région pour discuter diverses questions régionales, dont l'immigration et les expulsions, le développement durable et l'environnement, le libre-échange, enfin bref les grandes questions mondiales qui seront à l'ordre du jour au XXI^e siècle. A la suite de la visite du président Clinton à San José, l'année dernière, la ministre de la justice, Mme Janet Reno, et le directeur de l'« Office of Drug Control Policy » (Bureau de la réglementation relative à la répression des stupéfiants), le général Barry McCaffrey, se sont entretenus avec leurs homologues de la région pour faire le point de la situation, notamment en ce qui concerne l'application des lois, et pour tenter de cerner les mesures qui pourraient être prises collectivement.

Ensuite, la ministre du travail, Mme Alexis Herman, a eu des entretiens avec ses homologues de la région pour discuter des moyens de renforcer l'action des ministères du travail au niveau de la législation du travail, particulièrement dans le domaine des conditions de travail et du travail des enfants. De surcroît, la représentante des Etats-Unis aux négociations commerciales multilatérales, Mme Charlene Barshefsky, a participé à des entretiens

consacrés aux questions commerciales et destinés à préciser le rôle que jouera l'Amérique centrale au fur et à mesure que le continent américain évoluera sur la voie du libre-échange.

Tous ces éléments indiquent, il me semble, que nous nous efforçons d'épauler les pays d'Amérique centrale sur une base régionale, et de mettre à profit l'existence de l'identité régionale que l'on discerne dans une certaine mesure. Bien sûr, nous avons appuyé d'autres organisations régionales. C'est le cas notamment de l'Alliance centre-américaine pour le développement durable, à laquelle les Etats-Unis accordent des aides par l'entremise, entre autres, de l'USAID, et qui se spécialise dans les questions relatives à l'écodéveloppement. C'est une démarche que nous avons entreprise il y a déjà quatre ou cinq ans. Nous commençons donc à agir sur le front multilatéral.

Q : Pourriez-vous nous parler du rôle des ONG en Amérique centrale ?

M. TRIVELLI : Il est indéniable que les ONG tiennent une place de plus en plus importante dans la région et qu'elles exercent une double fonction, à savoir celle d'exécuter des programmes, mais aussi de commenter les plans que nous adoptons dans toute une série de domaines. Certaines ONG, par exemple, ont manifesté un vif intérêt pour les conditions de travail en Amérique centrale. D'autres font sentir leur influence sur les orientations relatives au développement durable et elles sensibilisent les pays de la région aux grandes questions climatiques. On voit aussi des ONG participer à la surveillance des élections et collaborer avec les organisations qui tentent de promouvoir le dialogue et le consensus politiques dans plusieurs de ces pays. On a remarqué que le ton du discours politique était on ne peut plus discourtois il y a dix ans. Or, petit à petit, la qualité du dialogue s'est améliorée, à un degré même considérable aujourd'hui, et c'est en partie à l'intervention des ONG qu'on le doit.

Q : Envisagez-vous l'expansion de leur rôle dans les cinq ou dix années à venir ?

M. TRIVELLI : Il me semble que oui. C'est certainement l'évolution qui se dessine. Les ONG se passionnent pour l'Amérique centrale et je ne m' imagine pas que cela changera à moyen terme.

Q : Dans le domaine de l'établissement de sociétés civiles, percevez-vous des difficultés qui soient propres à la région ?

M. TRIVELLI : Il y en a probablement quelques-unes, mais il y en a aussi beaucoup qui sont communes à d'autres pays dans d'autres régions du monde. Un facteur qui complique certainement la situation en Amérique centrale, c'est la brièveté relative de la tradition de participation populaire à la vie politique. On commence maintenant seulement à voir les collectivités s'organiser à l'échelon local pour tenter d'influencer l'action des pouvoirs publics. Dans bien des pays de la région, le pouvoir législatif était relativement faible. Il se consolide peu à peu. De même, le dialogue entre l'armée et les civils faisait pratiquement défaut il y a dix ou quinze ans. Or on constate aujourd'hui avec une fréquence croissante la création d'un encadrement de civils qui se spécialisent dans les affaires militaro civiles.

Une autre complication tient à la faiblesse relative du niveau d'instruction de la population de ces pays. Plus les électeurs sont instruits, plus ils sont susceptibles de participer à la vie politique de leur nation. On est donc en droit de supposer qu'au fur et à mesure du relèvement du taux d'alphabétisation – phénomène observable depuis une quinzaine d'années en Amérique centrale – on assistera à un surcroît d'activité à l'échelon local.

Q : Dans quelle mesure les stupéfiants et la corruption compromettent-ils la démocratie en Amérique centrale ?

M. TRIVELLI : Le problème ne se pose certainement pas à la même échelle qu'en Colombie, par exemple. Cela dit, l'Amérique centrale est malgré tout une plaque tournante du trafic des stupéfiants. Il n'y a qu'à regarder une carte pour imaginer ce qui se passe. L'Amérique centrale est un corridor terrestre entre une région productrice et une région consommatrice. Ceci dit, il faut toutefois reconnaître que nous pouvons compter sur la coopération des gouvernements d'Amérique centrale dans les activités de répression du trafic des stupéfiants. Nous avons des programmes dans tous les pays de la région. Mais il est vrai que le dossier de la drogue est un problème et il le restera dans les années à venir, c'est presque inévitable.

A mon avis, le sujet de la corruption est encore plus

délicat. C'est l'un des thèmes qui a été abordé lors du Sommet des Amériques et à l'Organisation des Etats américains (OEA). Je crois qu'on est d'accord pour dire que les gouvernements de la région ont pris des mesures contre la corruption. On remarque que cette question suscite de plus en plus d'intérêt, au même titre que l'accroissement de la transparence et la professionnalisation accrue des fonctionnaires.

Q : Y a-t-il d'autres dangers qui menacent la région ?

M. TRIVELLI : L'un des plus troublants en ce moment concerne la progression de la petite et de la grande délinquance en Amérique centrale. C'est, je le crains, la conséquence des guerres livrées dans les années 1980. Bien sûr, les soldats et les rebelles ont été démobilisés, mais il reste malgré tout une grande quantité d'armes en circulation et beaucoup de gens en savent long sur le recours à la violence. Des forces de l'ordre recrutées parmi les civils sont mises en place depuis quelques années ; elles répondent à des civils, et non pas à des militaires, mais elles ne sont peut-être pas aussi efficaces qu'elles pourraient l'être, faute de professionnalisme. Je vois aussi d'un œil inquiet la quantité de ressources que ces pays doivent consacrer aux activités des forces de police. Nous assistons malheureusement à la progression de la criminalité organisée au Guatemala et au Salvador et, à un degré moindre peut-être, au Honduras.

Q : Craignez-vous que les pays engagés sur la voie de la démocratie se mettent à régresser ? Quels seraient les signes précurseurs d'un tel phénomène, et quels mécanismes faudrait-il immédiatement faire jouer s'ils apparaissaient ?

M. TRIVELLI : En ce qui concerne l'Amérique centrale, il est certain que la démocratie n'est pas profondément enracinée. Mais elle s'implante de plus en plus solidement au fil des ans. On va d'élection en election ; le processus électoral se renforce à chaque fois, à mesure que le législatif, le judiciaire et les autres institutions gagnent en expérience et que l'armée reste sous les ordres des civils. Tous ces facteurs se renforcent mutuellement, ce qui a pour conséquence de consolider la démocratie.

Evidemment, la régression est toujours possible. On peut envisager divers scénarios, par exemple la profonde

détérioration de l'économie. Ou encore l'apparition de désaccords entre Etats, notamment sur les questions de frontières. On ne peut pas exclure non plus l'envenimement de la situation intérieure, par exemple si des chefs charismatiques de la « vieille école » entraient en scène. Mais à mon avis, le risque que cela se produise diminue de jour en jour, parce que l'air du temps est à l'accélération de la démocratisation à travers le monde. Les Etats voisins peuvent se soutenir mutuellement. Qui dit que cela ne pourrait pas se voir en Amérique centrale ? Si un pays régressait, ses voisins s'en inquiéteraient. Si le vent tournait, l'OEA pourrait intervenir et mettre en garde le pays en question.

Nous avons donc bon espoir d'éviter la régression. Nous sommes convaincus que les mécanismes internationaux et régionaux en place rendent un tel scénario difficile à envisager. ●

FICHE DOCUMENTAIRE : LA PROTECTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE DES ETATS-UNIS

(Décret présidentiel 63)

Document rendu public le 22 mai 1998 par la Maison-Blanche.

Le décret présidentiel approfondit les recommandations de la Commission présidentielle sur la protection de l'infrastructure de base. Dans son rapport rendu public en octobre 1997, la Commission préconise la mise en œuvre d'une action nationale visant à assurer la sûreté de diverses composantes de l'infrastructure des Etats-Unis dont la vulnérabilité et l'interdépendance vont croissant. Les secteurs concernés regroupent notamment les télécommunications, les établissements bancaires et financiers, l'énergie, les transports et les services publics essentiels.

Le décret présidentiel 63 est l'aboutissement d'efforts intenses qui ont été déployés à l'échelon interministériel dans le souci d'évaluer ces recommandations et d'arrêter un cadre pratique et novateur relatif à la protection de l'infrastructure de base. En voici le détail :

— Il propose de mettre en place, d'ici à l'an 2003, des réseaux d'information fiables, interconnectés et capables de garantir la sécurité des transmissions, et il se fixe l'objectif de la sécurisation nettement accrue des systèmes du secteur public d'ici à l'an 2000. A cette double fin, il prévoit :

- a) l'établissement immédiat d'un centre national qui aurait pour mission de donner l'alerte en cas d'attaque et de prendre les mesures voulues pour y riposter ;
- b) la création, d'ici à l'an 2003, de la capacité nécessaire à la protection de l'infrastructure de base contre les actes de sabotage.

— Il s'attaque à la question de la vulnérabilité de l'infrastructure électronique et matérielle du gouvernement fédéral en donnant pour consigne à tous les ministères et à tous les organes publics de trouver des moyens d'atténuer les risques que pourraient entraîner de nouveaux dangers.

— Il donne l'ordre au gouvernement fédéral de servir de modèle au reste du pays quant aux moyens de protéger l'infrastructure.

— Il recherche la participation volontaire de l'industrie privée, notamment sous forme de partenariats avec le secteur public, pour atteindre l'objectif commun de la protection des systèmes essentiels.

— Il protège le principe de la confidentialité et cherche à tirer parti des forces du marché. L'objectif doit être de renforcer et de protéger le pouvoir économique du pays, et non pas de l'étouffer.

— Il recherche la pleine participation du Congrès et compte sur l'initiative des parlementaires.

Le décret présidentiel 63 annonce la création d'une nouvelle structure dont la nécessité s'explique par l'importance des enjeux :

— Elle concerne notamment la création d'un poste de coordonnateur national, lequel s'occupera non seulement de l'infrastructure de base, mais aussi du terrorisme à l'étranger et des menaces de destruction massive sur le plan intérieur (y compris en cas d'utilisation d'armes biologiques), parce que les attaques dont les Etats-Unis pourraient faire l'objet peuvent très bien recouper plusieurs domaines d'intervention.

— Elle prévoit l'établissement d'un Centre de protection de l'infrastructure nationale (NIPC, « National Infrastructure Protection Center ») au sein du Bureau fédéral d'enquête (FBI). Le NIPC regroupera des représentants du FBI, du ministère de la défense, des services secrets, du ministère de l'énergie, du ministère des transports, des milieux du renseignement et du secteur privé dans un effort sans précédent d'échange d'information entre ces organes,

et ce en collaboration avec le secteur privé. De surcroît, le NIPC fournira le gros des efforts pour ce qui est de faciliter et de coordonner la réponse du gouvernement fédéral en cas de circonstances critiques, d'atténuer les conséquences d'attaques éventuelles, d'enquêter sur les dangers probables et de surveiller les travaux de remise en état.

- Elle encourage le secteur privé à créer un Centre d'échange et d'analyse des informations (ISAC, « Information Sharing and Analysis Center ») en coopération avec le gouvernement fédéral.
- Elle comprendra aussi un Conseil de sûreté de l'infrastructure nationale (« National Infrastructure Assurance Council ») dont les membres seront recrutés parmi les personnalités dirigeantes du secteur privé et les responsables à l'échelon local et des Etats. Ce conseil aura pour tâche de guider les pouvoirs publics en matière de formulation d'un plan national.

- l'Office de sûreté de l'infrastructure de base (« Critical Infrastructure Assurance Office ») apportera son concours au coordonnateur national qui aura pour tâche de formuler un plan national en œuvrant de concert avec des organismes publics et le secteur privé. Cet office participera également à la coordination d'un programme national d'éducation et de sensibilisation ainsi qu'à la conduite des affaires parlementaires et relatives aux relations publiques.

Pour de plus amples renseignements sur ce décret, veuillez contacter l'Office de sûreté de l'infrastructure de base au 703-696-9395 et demander un exemplaire du Livre blanc sur la protection de l'infrastructure de base (« White Paper on Critical Infrastructure Protection »).



FICHE DOCUMENTAIRE : COMBATTRE LE TERRORISME

(Décret présidentiel 62)

Document rendu public le 22 mai 1998 par la Maison-Blanche.

Depuis son entrée en fonctions, le président Clinton accorde une haute priorité à la lutte antiterroriste au nom de la sécurité nationale. Il s'est employé à consolider notre coopération avec nos amis et alliés à l'étranger, à renforcer les moyens dont disposent les organes chargés de l'application des lois en matière de lutte antiterroriste, et à améliorer la sécurité dans les avions et les aéroports. Ses efforts se sont révélés payants, puisque de grands complots ont été déjoués et que des terroristes ont été arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines en plus grand nombre qu'avant.

En effet, compte tenu de la supériorité militaire incontestable des Etats Unis, les ennemis potentiels de notre pays – qui peuvent être des Etats ou des groupes terroristes – sont plus susceptibles de recourir aux mesures d'exception qu'aux assauts militaires classiques s'ils décident de s'en prendre à nous. En outre, la facilité croissante de l'accès aux techniques de pointe signifie que les terroristes ont entre leurs mains un pouvoir de destruction plus grand que jamais. Aussi nos adversaires pourraient-ils être tentés d'user de moyens non classiques, par exemple d'armes de destruction massive, pour attaquer nos villes et perturber le fonctionnement de notre gouvernement. Peut-être encore pourraient-ils essayer d'attaquer notre économie et notre infrastructure de base à l'aide de techniques informatiques ultra-modernes.

Le président Clinton est résolu à ce que nous soyons capables, dès le siècle prochain, de dissuader les terroristes de perpétrer ce genre d'attaques et de déjouer leurs plans le cas échéant. Il est convaincu que nous devons aussi avoir les moyens de limiter les dégâts dans l'éventualité d'une telle attaque et d'en gérer au mieux les conséquences.

Afin de relever ces défis, le président Clinton a pris le décret 62 qui définit une nouvelle ligne de conduite, plus systématique, pour combattre la menace du terrorisme au cours du siècle prochain. Ce texte renforce la mission

de nombreux organes du gouvernement des Etats-Unis qui ont un rôle à jouer dans la lutte antiterroriste; de plus, il codifie et clarifie leurs activités dans un large éventail de programmes fédéraux de répression du terrorisme, qu'il s'agisse de l'interpellation de terroristes, des poursuites judiciaires intentées contre eux, de l'amélioration de la sécurité des transports, du renforcement des capacités d'intervention ou de la protection des systèmes informatiques qui constituent la cheville ouvrière de l'économie des Etats-Unis. Ce décret nous aidera à atteindre l'objectif du président, qui est de faire en sorte que nous soyons capables de contrecarrer le terrorisme au XXI^e siècle avec la rigueur dont nous avons fait preuve au cours du siècle actuel en surmontant les défis militaires.

LE COORDONNATEUR NATIONAL

Pour atteindre ce nouveau niveau d'intégration au sein de la lutte antiterroriste, le décret 62 établit l'Office du coordonnateur national pour la sécurité, la protection de l'infrastructure et les mesures antiterroristes. Le coordonnateur national aura pour mission de superviser la vaste gamme de règlements et de programmes pertinents, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, de la protection de l'infrastructure de base, de la préparation des organes concernés et de la maîtrise des conséquences d'une attaque effectuée à l'aide d'armes de destruction massive. Le coordonnateur national, dont l'Office s'insérera dans le Conseil de sécurité nationale, sera sous les ordres du président auquel il rendra compte par l'intermédiaire de l'adjoint du président pour les affaires de sécurité nationale. Il sera en outre tenu d'établir un rapport annuel sur l'état de préparation du pays. De surcroît, le coordonnateur national sera chargé de donner des conseils quant à l'enveloppe des programmes de lutte contre le terrorisme, et de jouer un rôle de chef de file dans l'élaboration des lignes directrices qui se révéleraient nécessaires en cas de situation critique. ©

FICHE DOCUMENTAIRE : PARER A L'EVENTUALITE D'UNE ATTAQUE AUX ARMES BIOLOGIQUES

(Document rendu public le 22 mai 1998 par la Maison-Blanche)

Au vu de la disponibilité des agents biologiques et des progrès biotechniques, le président Clinton est conscient du fait que les Etats Unis doivent être prêts à affronter une attaque qui serait lancée à l'aide d'armes biologiques contre leurs forces armées ou leur population civile.

D'ores et déjà, l'armée des Etats-Unis travaille d'arrache-pied pour assurer la défense du pays dans l'éventualité d'un tel scénario. La possibilité que des armes biologiques produites dans le cadre du programme secret de Saddam Hussein aient été utilisées contre nos forces lors de la crise récente dont la région du golfe Persique a été le théâtre démontre l'urgence d'une telle action. Sur l'initiative du président Clinton, le ministère de la défense a pris des mesures concrètes de nature à protéger les soldats américains :

Un milliard de dollars ont été rajoutés au plan quinquennal de défense au titre de la protection contre les armes chimiques et biologiques.

A compter d'aujourd'hui, le ministère de la défense va faire vacciner contre la bactérie à l'origine du charbon, maladie infectieuse mortelle, non seulement ses soldats déployés dans le golfe Persique, mais aussi tous les effectifs en service actif et tous les réservistes.

De surcroît, l'armée des Etats-Unis joue un rôle important dans les efforts qui sont déployés à l'échelle purement nationale.

En vertu d'un programme que l'on doit à l'initiative parlementaire de MM. Nunn, Lugar et Domenici, des experts militaires participent à la formation, dans les cent vingt plus grandes villes des Etats-Unis, d'un personnel qui serait capable d'intervenir d'urgence en cas d'attentat perpétré à l'aide d'armes de destruction massive.

Aujourd'hui même, le ministère de la défense annonce la liste des dix Etats dans lesquels des contingents de la

garde nationale seront spécialement formés pour aider les autorités à l'échelon des Etats fédérés et des collectivités locales à faire face aux conséquences d'attaques de cette nature. Les dix Etats sélectionnés sont les suivants : Massachusetts, New-York, Pennsylvanie, Géorgie, Illinois, Texas, Missouri, Colorado, Californie et Washington.

Le président Clinton est convaincu que nous devons faire davantage pour protéger notre population civile contre le fléau des armes biologiques. Dans un discours qu'il a prononcé récemment à Annapolis, il a fait part de l'intention qu'a son gouvernement de mettre au point une stratégie détaillée visant à cette fin. Celle-ci repose sur quatre idées maîtresses :

La première, c'est que nous devons être capables d'identifier rapidement et avec certitude les bactéries ou les virus que des terroristes pourraient libérer dans l'atmosphère dans l'intention de nuire à des Américains. Le président propose donc d'améliorer notre dispositif de surveillance épidémiologique et médicale de façon à pouvoir donner l'alerte sans perdre de temps. Les améliorations de cette nature nous aideront non seulement à nous préparer à l'éventualité d'une attaque aux armes biologiques, mais aussi à réagir rapidement et efficacement au cas où des maladies infectieuses se déclareraient.

La deuxième, c'est que notre personnel chargé d'intervenir en situation de crise doit être adéquatement formé et disposer du matériel nécessaire. Le plan proposé par le président Clinton étoffera donc les programmes actuellement en vigueur en veillant à ce que les autorités à l'échelon fédéral, des Etats et des collectivités locales aient les ressources et les compétences voulues.

La troisième, c'est que nous devons avoir en notre possession les vaccins nécessaires pour protéger les individus susceptibles d'être affectés par une attaque aux armes biologiques, et les médicaments pour traiter

ceux qui tomberaient malades. Le président Clinton propose donc de constituer des stocks sans précédent de médicaments. Les médicaments et les vaccins seront choisis en fonction des agents pathogènes les plus susceptibles de se trouver entre les mains de terroristes ou de puissances hostiles.

La quatrième, c'est que la révolution biotechnique offre des moyens considérables de combattre les armes biologiques. Le plan du président Clinton énoncera la mise en place d'une action coordonnée en matière de recherche et de développement, laquelle visera à exploiter les progrès enregistrés dans le domaine des manipulations génétiques et de la biotechnologie pour créer une nouvelle génération de médicaments, de vaccins et d'outils diagnostiques destinés à la lutte contre les armes biologiques. ●

LE PROGRAMME DE DEMINAGE HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS

(Document rendu public le 20 mai 1998 par le département d'Etat)

Dans plus de soixante pays, situés pour la plupart dans le monde en développement, les populations sont confrontées quotidiennement au danger d'être tuées ou mutilées par les millions de mines terrestres qui truffent leur sol. Ces estimations sont très approximatives; mais ce que l'on sait avec certitude, c'est que les mines terrestres antipersonnel et les munitions non explosées font des milliers de victimes chaque année. Ayant une longue durée de vie et étant difficiles à détecter, les mines terrestres resteront une menace pour les populations civiles pendant des décennies si nous n'agissons pas dès maintenant pour les retirer. Le programme des Etats-Unis appuie les opérations de déminage en cours. Chaque mine retirée du sol représente la possibilité d'une vie sauve.

Depuis 1993, les Etats-Unis ont consacré plus de deux cent quarante-cinq millions de dollars au déminage humanitaire. Le Congrès a fermement appuyé ces opérations. La contribution américaine de quatre-vingt-douze millions de dollars en 1998 constituera une large portion de l'engagement mondial envers le déminage humanitaire.

Les dix-neuf pays suivants participent au programme de déminage des Etats-Unis:

AFGHANISTAN (Bureau de l'ONU pour la coordination de l'assistance humanitaire en Afghanistan);	TCHAD ;	HONDURAS (OEA, Conseil interaméricain de défense);
ANGOLA (Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID);	COSTA RICA (Organisation des Etats américains (OEA) et Conseil interaméricain de défense);	LAOS ;
BOSNIE- HERZEGOVINE ;	ERITHREE ;	LIBAN ;
CAMBODGE ;	ETHIOPIE ;	MOZAMBIQUE ;
	GUATEMALA (OEA, Conseil interaméricain de défense);	NAMIBIE ;
	JORDANIE ;	NICARAGUA (OEA, Conseil interaméricain de défense);
		RWANDA (USAID)
		YEMEN ;
		ZIMBABWE.

Dans quatorze de ces pays, des opérations de déminage sont actuellement en cours. Des programmes seront démarrés cette année au Yémen, au Tchad et au Liban, et d'autres ont été approuvés en février dernier pour le Guatemala et le Zimbabwe. Plusieurs pays ont fait les démarches préliminaires en vue de leur participation au programme.

Le gouvernement des Etats-Unis est l'un des champions mondiaux du déminage humanitaire. Au Cambodge, les Etats-Unis, en coopération avec d'autres donateurs internationaux, soutiennent le Centre cambodgien d'action contre les mines, dont les travaux ont permis de réduire de moitié le taux de mortalité résultant de ces engins. Ce programme est maintenant devenu en grande partie autonome, grâce à un soutien financier multilatéral. En Namibie, les démineurs ont réussi à réduire de quatre vingt-dix

pour cent le nombre de victimes. Avec l'aide des Etats-Unis, le Rwanda a nettoyé près d'un quart de ses champs de mines. Dans plusieurs pays, on est sur le point d'éliminer le véritable fléau que sont les mines terrestres antipersonnel et les munitions non explosées. Dans les prochaines années, les pays d'Amérique centrale pourraient être en mesure de déclarer qu'ils n'ont plus de mines, et la Namibie et l'Erythrée font des progrès constants dans ce sens.

Ailleurs, les Etats-Unis appuient le déminage humanitaire par le biais d'organisations internationales, par exemple le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'assistance humanitaire en Afghanistan (UNOCHA), permettant à cet organisme de poursuivre les opérations de déminage qu'il réussit si bien. Ce soutien des Etats-Unis à l'UNOCHA se poursuivra, en 1998, dans certains des terrains les plus difficiles du monde à déminer.

Les Etats-Unis ont formé et équipé près du quart des démineurs qui sont actuellement à pied d'œuvre dans le monde. En 1997 et en 1998, deux cent soixante-seize soldats et vingt civils ont formé près de mille six cents démineurs en Afrique, en Amérique latine, en Indochine et en Bosnie. La formation comprend une prise de conscience des dangers que représentent les mines, l'apprentissage des techniques de déminage et des soins médicaux d'urgence, et la création de centres nationaux d'action contre les mines. Les Etats-Unis encouragent également les partenariats publics et privés, tels que « Time-Warner » et « DC Comics » et la coopération entre l'UNICEF et le gouvernement américain au niveau de la conception et de la distribution d'un livre de bandes dessinées en ancienne Yougoslavie. Ce livre, dont le héros est Superman et qui est destiné à aider les enfants à prendre conscience du danger causé par les mines, a reçu des éloges dans le monde entier. On est en train d'en préparer une version en espagnol, destinée à l'Amérique centrale. Elle devrait paraître au milieu de 1998.

COMMENT FONCTIONNE LE PROGRAMME AMÉRICAIN DE DÉMINAGE HUMANITAIRE

Les Etats-Unis le mettent en œuvre en coopération avec des agences internationales et les gouvernements de pays affectés par le problème des mines. Une fois que les hostilités ont cessé, et à l'invitation du

gouvernement concerné, les Etats-Unis appuient des opérations de déminage et des programmes d'information sur les mines en fournissant de la formation, des experts et des équipements par le biais de programmes gérés par le ministère de la défense. Une fois qu'un programme local est établi, le département d'Etat s'occupe du financement des équipements et des opérations de déminage. Dans certains pays, où le déploiement d'une unité militaire de formation n'est pas envisageable, les Etats-Unis appuient les programmes des Nations unies, de l'OEA ou de l'USAID.

Par ailleurs, les Etats-Unis financent divers projets de recherche et de développement sur le déminage qui consistent à évaluer les techniques actuelles et les innovations afin de trouver des méthodes pratiques et abordables de détection et de désamorçage des mines. En Bosnie, en Namibie et dans d'autres pays, diverses solutions techniques sont testées sur le terrain par des démineurs nationaux expérimentés. Ces démineurs sont aidés dans leurs opérations, et en même temps, l'applicabilité des nouvelles techniques est évaluée. Plus de cent vingt dispositifs spécialement conçus en vue du déminage ont ainsi été évalués, et vingt et un ont été retenus pour mise au point. En 1998, plus de dix-sept millions de dollars de fonds gérés par le ministère de la défense seront réservés à la recherche et au développement de techniques de déminage.

La principale source d'aide aux victimes des mines terrestres ou de munitions non explosées provient du Fonds Patrick Leahy pour les victimes de guerre que gère l'USAID. L'objectif principal de ce fonds est de fournir des prothèses aux amputés afin de les aider à se réintégrer dans la société. Le fonds aide également les enfants qui attrapent la poliomyélite lorsque, du fait des conflits, les programmes de vaccination sont interrompus. Ce fonds coopère avec des organisations non gouvernementales afin d'établir des facilités pouvant rendre des services durables aux amputés. Ces services sont partie intégrante des programmes nationaux de reconstruction et de relance.

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME AMÉRICAIN DE DÉMINAGE HUMANITAIRE

Le programme de déminage humanitaire a été créé en 1993 par le gouvernement des Etats-Unis afin d'alléger

la souffrance humaine et de promouvoir la sécurité nationale et régionale, la stabilité sociale et politique, et le développement économique en réduisant le nombre des victimes civiles des mines par le biais d'un soutien aux opérations de déminage et à la formation à ces techniques, et à la recherche et au développement dans ce domaine. Le programme vise en outre à établir des capacités locales et durables de déminage dans les pays concernés. Cela permet de poursuivre ces activités lorsque l'engagement direct des Etats Unis a pris fin.

Prenant la parole à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1994, le président Clinton fut le premier chef d'Etat à lancer un appel en faveur de l'élimination des mines terrestres antipersonnel. Sous la pression des Etats-Unis, les pays membres de l'ONU se sont mis d'accord pour rechercher un accord général d'interdiction des mines terrestres antipersonnel.

En mai 1996, le président Clinton annonçait la décision unilatérale des Etats-Unis de détruire, d'ici à 1999, leurs stocks de trois millions de mines terrestres non munies d'un dispositif d'autodestruction. Le calendrier de destruction de ces mines a été respecté, et plus de la moitié ont déjà été détruites. Seules les mines utilisées en Corée ou qui sont nécessaires dans le cadre d'exercices de formation à la défense seront conservées tant que d'autres moyens n'auront pas été mis au point.

En janvier 1997, lors de la conférence sur le désarmement qui se tenait à Genève, les Etats-Unis ont commencé à collaborer avec d'autres pays afin de négocier une interdiction mondiale efficace des mines antipersonnel. Le 17 septembre 1997, le président a réitéré l'engagement pris par les Etats Unis de faire tout ce qui était en leur pouvoir afin d'encourager des négociations lors de la conférence sur le désarmement, se donnant pour principal objectif de parvenir à un accord interdisant les exportations de ces engins.

Le 17 janvier 1997, le président annonçait que le moratoire des Etats Unis sur l'exportation de mines terrestres antipersonnel devenait permanent, et il bloquait à son niveau actuel le stock américain de mines terrestres munies d'un dispositif d'autodestruction.

Le 17 septembre, le président annonçait la mise en

œuvre d'importantes initiatives visant l'élimination des mines terrestres et intensifiant les efforts de déminage. Il demandait au ministère de la défense d'élaborer des solutions de rechange à l'utilisation, sauf en Corée, de mines terrestres antipersonnel d'ici à 2003, et d'ici à 2006 en Corée. Le général David Jones, ancien chef d'état-major interarmées, était alors nommé conseiller spécial du président et du ministre de la défense. Le président annonçait aussi l'entreprise de projets de déminage humanitaire dans davantage de pays et ordonnait une augmentation des fonds consacrés aux projets de formation, aux opérations et à la recherche. En 1998, les Etats Unis consacreront plus de quatre-vingts millions de dollars à cette initiative, soit le double de ce qui a été dépensé l'année précédente. En ce qui concerne l'aide aux victimes, le Fonds Leahy pour les victimes de guerre a aussi été augmenté et atteint sept millions et demi de dollars.

Le gouvernement cherche à obtenir le consentement rapide du Sénat à la ratification du Protocole II de la Convention sur les armes conventionnelles, qui concerne l'utilisation des mines terrestres antipersonnel. Le protocole établit de nouvelles normes afin de protéger les civils, alors même que la réalisation de l'objectif d'une interdiction ayant force exécutoire concernant les mines terrestres antipersonnel se rapproche.

En octobre 1997, le président Clinton a promis que les Etats-Unis continueraient à assumer un rôle prépondérant afin d'éradiquer, d'ici à 2010, les mines terrestres antipersonnel et les munitions amorcées qui constituent une menace pour les civils et la stabilité économique, sociale et politique de leur pays. Le 31 octobre 1997, la secrétaire d'Etat annonçait la nomination du secrétaire d'Etat adjoint Karl Inderfurth aux fonctions de représentant spécial du président et de la secrétaire d'Etat pour les questions ayant trait au déminage humanitaire. Mme Albright annonçait en même temps le lancement de l'initiative « déminage 2010 » afin d'accélérer fortement les opérations de déminage humanitaire dans le monde et d'augmenter l'aide visant à juguler le fléau que constituent les mines terrestres pour les civils. On espère que, grâce à cette initiative, la communauté internationale trouvera les ressources indispensables pour atteindre cet objectif d'ici à 2010.

L'AVENIR

En septembre 1997, trois pays étaient ajoutés au programme: le Tchad, le Liban et le Zimbabwe, et un bureau américain du déminage était établi à Sarajevo. Les Etats-Unis prévoient également d'étendre les projets de déminage humanitaire à d'autres pays, de mettre au point et d'utiliser de nouvelles méthodes de détection et de désamorçage des mines, et d'augmenter leur appui financier afin d'aider les pays à acquérir les moyens de mettre en œuvre leurs propres opérations de déminage en ciblant trois domaines: la prise de conscience des problèmes liés aux mines, la formation au déminage et l'aide médicale. Le gouvernement des Etats-Unis cherche aussi à accroître ses projets d'aide aux victimes des mines en collaboration avec l'USAID.

L'octroi par le Congrès d'une plus grande autorité au département d'Etat lui permettra de rechercher des mécanismes novateurs pour distribuer les fonds. De telles procédures pourraient impliquer la signature de marchés en matière de déminage par le biais d'organisations non gouvernementales, de consultants commerciaux et d'entreprises de déminage, et celui du financement direct d'opérations gouvernementales de déminage. Pour garantir une bonne gestion, ces nouveaux mécanismes seront mis en œuvre en 1998, et on compte que leur application sera complétée en 1999.

Le programme américain de déminage humanitaire continue d'être une initiative pratique visant à soulager les souffrances dans le monde et la stagnation économique en rendant de nouveau l'utilisation des sols et des installations sûre. Les Etats-Unis appuient l'esprit de collaboration internationale qui a conduit à la Convention d'Ottawa interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel. Au-delà des clauses d'une interdiction, les Etats-Unis participent activement à des programmes ayant un impact pratique lorsqu'il s'agit de résoudre la crise mondiale que constituent les mines terrestres en désamorçant les nombreuses mines déjà en place. Depuis qu'il a été mis en œuvre, le programme américain de déminage humanitaire a réussi à faire mieux prendre conscience du problème des mines, à accroître la formation technique, à multiplier les opérations de déminage et à augmenter l'aide aux victimes dans plusieurs pays. Et, ce qui est le plus important, il a permis de sauver des vies. ●

BIBLIOGRAPHIE (*en anglais*)

Publications permettant d'explorer d'autres points de vue sur la politique des Etats-Unis en matière de sécurité

ASIAN SECURITY 1997-98, 19th EDITION.
Washington: Brassey's, 1997. 256p.

Bacchus, William I. THE PRICE OF AMERICAN
FOREIGN POLICY: CONGRESS, THE EXECUTIVE
AND INTERNATIONAL AFFAIRS FUNDING.
University Park, PA: Pennsylvania State University Press,
1997. 343p.

Blackwill, Robert D.; Archick, Kristin. THE UNITED
STATES, EUROPE, AND THE NEW SECURITY
THREATS. New York: Council on Foreign Relations,
1998. 28p.

Brzezinski, Zbigniew K. THE GRAND CHESSBOARD:
AMERICAN PRIMACY AND ITS GEOSTRATEGIC
IMPERATIVES. New York: Basic Books, 1997. 256p.

Calleo, David P. A NEW ERA OF OVERSTRETCH?
AMERICAN POLICY IN EUROPE AND ASIA (World
Policy Journal, vol. 15, no. 1, Spring 1998, pp. 11-23)

Eland, Ivan. PROTECTING THE HOMELAND: THE
BEST DEFENSE IS TO GIVE NO OFFENSE. Washington:
CATO Institute Policy Analysis, no. 306, May 5, 1998. 49p.

Foran, Virginia I., editor. MISSED OPPORTUNITIES?
THE ROLE OF SECURITY ASSURANCES IN NUCLEAR
NON-PROLIFERATION. Washington: Carnegie
Endowment for International Peace, 1998. 215p.

Freedman, Lawrence. THE REVOLUTION IN
STRATEGIC AFFAIRS. New York: Oxford University
Press, 1998. 88p.

Goodby, James E. EUROPE UNDIVIDED: THE NEW
LOGIC OF PEACE IN U.S.-RUSSIAN RELATIONS.
Washington: U.S. Institute of Peace, 1998. 272p.

GREAT DECISIONS, 1998 EDITION. New York:
Foreign Policy Association, 1998. 104p.

Haass, Richard N. THE RELUCTANT SHERIFF:
THE UNITED STATES AFTER THE COLD WAR.
Washington: Brookings, 1997. 150p.

Hutchings, Robert L., editor. AT THE END OF THE
AMERICAN CENTURY: AMERICA'S ROLE IN THE
POST-COLD WAR WORLD. Baltimore: Johns Hopkins
University Press, 1998. 288p.

Joeck, Neil. MAINTAINING NUCLEAR STABILITY IN
SOUTH ASIA. New York: Oxford University Press, 1998.
96p.

Kagan, Robert. THE BENEVOLENT EMPIRE (Foreign
Policy, no. 111, Summer 1998, pp.24-35)

Khalilzad, Zalmay M.; Ochmanek, David A., editors.
STRATEGY AND DEFENSE PLANNING FOR THE 21ST
CENTURY. Washington: RAND (prepared for the U.S.
Air Force by RAND's Project AIR FORCE), 1997. 351p.

Luttwak, E. WHY WE NEED AN INCOHERENT
FOREIGN POLICY (Washington Quarterly, vol. 21, no. 1,
Winter 1998, pp. 21-31)

Maynes, Charles William. THE PERILS OF (AND FOR)
AN IMPERIAL AMERICA (Foreign Policy, no. 111,
Summer 1998, pp.36-48)

McDougall, Walter A. PROMISED LAND, CRUSADER
STATE: THE AMERICAN ENCOUNTER WITH THE
WORLD SINCE 1776. Boston: Houghton Mifflin, 1997.
286p.

THE NEW NATIONAL SECURITY AGENDA
(Washington Quarterly, vol. 21, no. 2, Spring 1998,
pp. 15-82)

Pfaltzgraff, Robert L.; Schultz, Richard H., editors. WAR
IN THE INFORMATION AGE: NEW CHALLENGE
FOR U.S. SECURITY POLICY. Washington: Brassey's,
1997. 320p.

Roth, Kenneth. SIDELINED ON HUMAN RIGHTS:
AMERICA BOWS OUT (Foreign Affairs, vol. 77, no. 2,
March/April 1998, pp. 2-6)

Smith, Howard E. EXPANDING THE SECURITY ASSISTANCE ROLE IN ELECTRONIC WARFARE MANAGEMENT (DISAM Journal of International Security Assistance Management, vol. 20, no. 2, Winter 1997/1998, pp. 96-104)

TRANSFORMING DEFENSE: NATIONAL SECURITY IN THE 21ST CENTURY (Assessment Report of the National Defense Panel on the Quadrennial Defense Review). Arlington, VA: National Defense Panel, 1997. 94p.

Turner, Stansfield. CAGING THE NUCLEAR GENIE: AN AMERICAN CHALLENGE FOR GLOBAL SECURITY. Boulder, CO: Westview Press, 1997. 163p.

U.S. Department of Defense. REPORT OF THE QUADRENNIAL DEFENSE REVIEW. Washington: Government Printing Office, 1997. 69p.

Wiarda, Howard J. CRACKS IN THE CONSENSUS: DEBATING THE DEMOCRACY AGENDA IN U.S. FOREIGN POLICY. Westport, CT: Praeger (published with the Center for Strategic and International Studies, The Washington Papers), 1997. 105p. ●

SITES INTERNET (*en anglais*)

Principaux sites se rapportant aux questions de sécurité

*Le contenu et la disponibilité des ressources ci-dessous
n'engagent pas la responsabilité de l'USIS.*

American Foreign Policy Council
<http://www.afpc.org/>

Brookings Institution Foreign Policy Studies
http://www.brook.edu/FP/FP_HP.HTM

Carnegie Endowment for International Peace
<http://www.ceip.org/>

Council on Foreign Relations
<http://www.foreignrelations.org/>

Diplomats Online, American Foreign Service Association
<http://www.afsa.org/dol/contents.html>

Foreign Policy Analysis Section of the International
Studies Association
<http://csf.colorado.edu/isafp/>

Foreign Policy Association
<http://www.fpa.org/>

The Foreign Policy Home Page, The Heritage Foundation
<http://www.heritage.org/heritage/foreignpolicy/>

Freedom House
<http://www.freedomhouse.org/>

The Institute for Foreign Policy Analysis
<http://www.ifpa.org/entry.html>

The Institute for Multi-Track Diplomacy
<http://www.imtd.org/imtd/index.html>

The Policy.community Online: Foreign Affairs
[http://www.policy.com/community/bytopic/
issuecatorg15.html](http://www.policy.com/community/bytopic/issuecatorg15.html)

Project on Defense Alternatives
<http://www.comw.org/pda/>

Rand Research Center: U.S. Foreign Relations
<http://www.rand.org/areas/USFR.Toc.html>

Strategic Studies Institute, U.S. Army War College
<http://carlisle-www.army.mil/usassi/welcome.htm>

U.S. Agency for International Development
<http://www.info.usaid.gov/>

U.S. Arms Control and Disarmament Agency
<http://www.acda.gov/>

U.S. Congress House Committee on International
Relations
http://www.house.gov/international_relations/welcome.htm

U.S. Congress Senate Committee on Foreign Relations
<http://www.senate.gov/committee/foreign.html>

U.S. Department of Defense
<http://www.defenselink.mil/>

U.S. Department of State: Policy
<http://www.state.gov/www/policy.html>

U.S. Foreign Policy, University of Michigan
Documents Center
[http://www.lib.umich.edu/libhome/Documents.center/
forpol.html](http://www.lib.umich.edu/libhome/Documents.center/
forpol.html)

U.S. Information Agency: Foreign Policy/Security
<http://www.usia.gov/topical/pol/pol.htm>

U.S. Institute of Peace
<http://www.usip.org/>

U.S. National Security Council
[http://www2.whitehouse.gov/WH/EOP/NSC/html/
nshome.html](http://www2.whitehouse.gov/WH/EOP/NSC/html/
nshome.html)

Yahoo Index to U.S. Foreign Policy
[http://www.yahoo.com/Government/Politics/
U_S__Foreign_Policy/](http://www.yahoo.com/Government/Politics/
U_S__Foreign_Policy/)

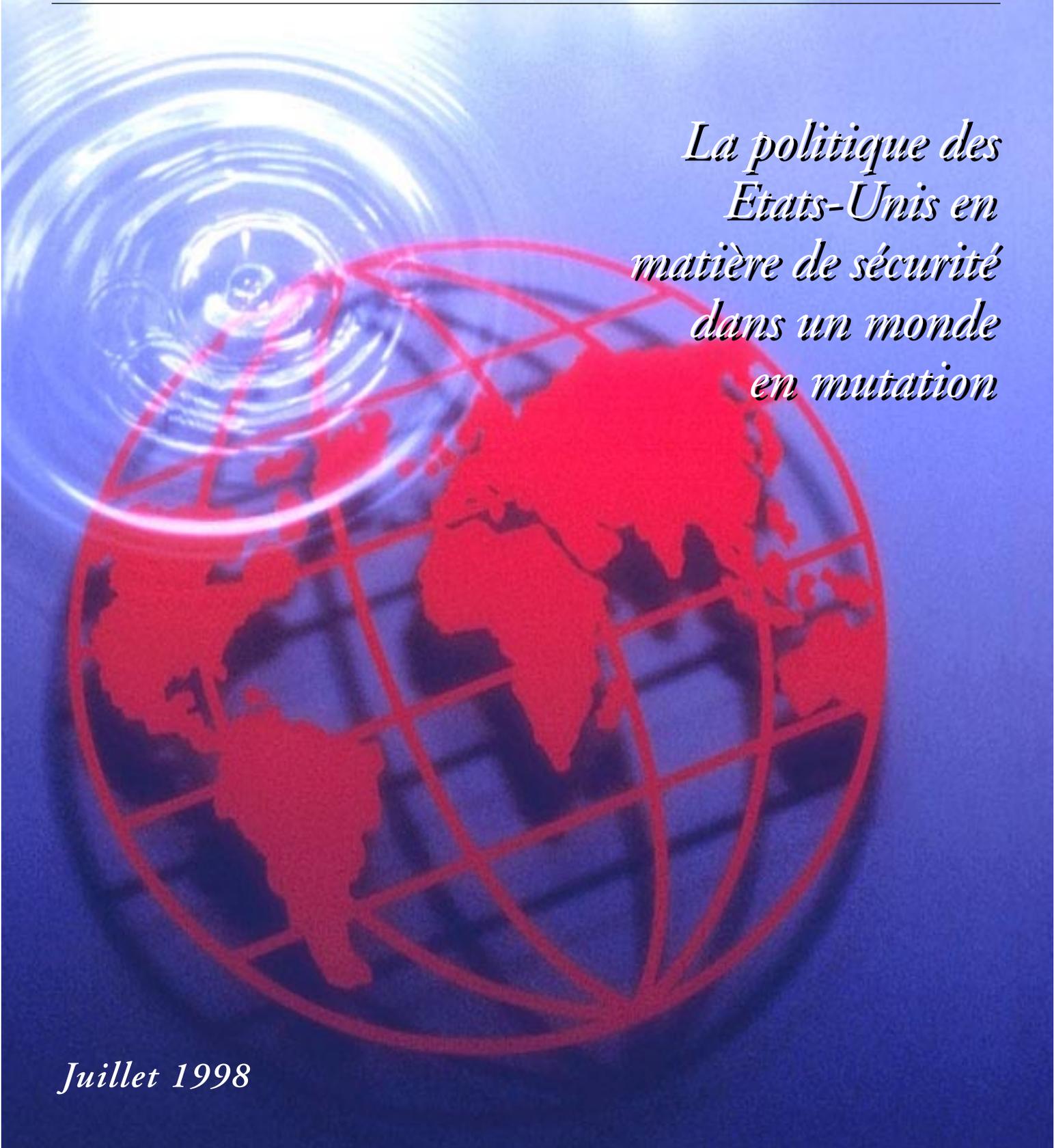


LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 3

REVUE ELECTRONIQUE DE L'AGENCE D'INFORMATION DES ETATS-UNIS

NUMERO 3



*La politique des
Etats-Unis en
matière de sécurité
dans un monde
en mutation*

Juillet 1998